

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE
JEUDI 27 FEVRIER 1969
N° 401. 1,50 F



Les risques
du dompteur

Sommaire

Politique intérieure :

4. Un feuilleton gaulliste :
Georges et son destin.
Gilbert Hercet

5. « Paris-Presse » à la
recherche des « bons » étu-
diants.
André Biélany

Notre Société :

6. Immigrés : les travail-
leurs africains noirs.
Michèle Descolonges

Luttes ouvrières :

7-8-9. La rencontre natio-
nale des cheminots P.S.U.
Bientôt le rendez-vous de
mars.
Jacques Malterre

Dossiers :

10-11. Plan Mansholt : le
massacre des innocents.
Rémy Grillault

Luttes internationales :

12-13. Moyen-Orient :
Guerre ou paix, le plus
court chemin ?
Manuel Bridier

20. Nixon : un voyage
mouvmenté.
Henry Beley

5^e Congrès :

14-15. Tribunes libres.
Emmanuel Terray
Gilles Martinet
Noël Mandray

Vie Militante :

16. Pourquoi ces différen-
ces ?
Philippe Guyot

Vie Culturelle :

17. La contestation du
mythe africain.
Claude Glayman

18-19. Interview de Fer-
nando Solanas.
Jean-Paul Fargier
André Biélany

Angola : 8 ans de lutte

Le 4 février 1961, des pa-
tristes angolais donnaient l'as-
saut à la prison portugaise de
Luanda, en Angola, afin de li-
béraliser leurs camarades emprisonnés.

Cette date marque le début
de la grande insurrection angolaise contre une domination
coloniale séculaire et particu-
lièrement rétrograde.

Aujourd'hui, sous la condui-
te du M.P.L.A. (Mouvement
Populaire pour la Libération
de l'Angola), cinq régions mili-
taires ont été créées.

Dans un rapport, présenté
en janvier 1969, à la Confé-
rence internationale d'appui
aux peuples des colonies portu-
gaises et de l'Afrique austra-
le qui s'est tenue à Khar-
toum, le Docteur Agostinho
Neto, Président du M.P.L.A.,
définissait ainsi la situation
présente dans son pays :

« Les zones opérationnelles
du M.P.L.A. s'étendent à un
tiers du territoire, ainsi divisé :

1^{re} région : district de Luanda,
Cuanza-Norte, Vige et Zai-
re.

2^e région : district de Cabinda.

3^e région : district de Moxico
et Cuan-do-Cubango.

4^e région : district de Malanje
et Lunda.

5^e région : district de Bie. »

Dans toutes ces zones, l'ac-
tion politico-militaire du
M.P.L.A. est intense et en dé-
veloppement constant.

Les pertes de l'armée d'oc-
cupation portugaise se chif-
frent par milliers d'hommes.
Un matériel militaire important
a été détruit ou capturé par les
forces armées du M.P.L.A.

Ces forces renforcent cha-
que jour leur potentiel de dé-
fense tant sur le plan humain
que matériel.

Il est donc certain que l'an-
née 1969 verra une intensifica-
tion de la lutte de libération
des peuples de l'Angola.

S'inspirant de l'exemple algé-
rien et vietnamien, le M.P.L.A.
généralise progressivement sa
tactique de guérilla. Partout,
les troupes portugaises se
trouvent en situation d'assié-
gées.

Il convient de souligner ce-
pendant l'appui dont bénéficie
le colonialisme portugais au-
près de certaines puissances
de l'OTAN ou de la France. Le
gouvernement De Gaulle entretient d'excellents rapports avec
le régime fasciste de Lisbonne,
comme avec celui de Madrid
d'ailleurs.

L'Afrique du Sud

et la guerre d'Angola.

Le régime raciste du Cap
apporte un appui direct au co-
lonialisme portugais, notam-
ment par l'envoi de troupes et
la fourniture d'armes.

Face à la coalition impéria-
liste, les Etats africains demeu-
rent encore désunis. Pire en-
core, certains régimes afri-
cains apportent un appui di-
rect à l'impérialisme.

Ainsi, le Congo de Mobutu
soutient la clique de Roberto
Holden, qui dirige un prétendu
gouvernement angolais en exil,
mais qui est en réalité un ins-
trument des visées américaines
en Afrique.

Les résolutions de l'O.U.A.
demeurent des vœux pieux si
elles ne sont pas concrétisées
par la fourniture d'armement
aux peuples encore dominés
par le colonialisme car, pour
eux, la liberté se trouvera au
bout du fusil.

Il n'y a pas d'autre alterna-
tive pour l'Angola, le Mozam-

bique ou le Cap Vert, face au
fascisme portugais et à ses
complices.

Enfin, pour faire échec à l'en-
tente des impérialistes, la soli-
darité des travailleurs et des
intellectuels d'Europe doit s'affirmer en faveur des mouve-
ments de libération d'Afrique.

Si le soutien au Vietnam est
essentiel, il ne doit pas être
exclusif.

Le M.P.L.A., le Frelimo et le
Mouvement de libération du
Cap Vert ont aussi besoin d'un
soutien moral, d'argent et de
médicaments.

Leur lutte pour la liberté est
aussi la nôtre.

André ROMAIRE

Pour toute documentation :

M.P.L.A., Délégation en Algérie
38-40, rue Didouche-Mourad
ALGER.

FRELIMO, Délégation en Algérie
26, rue de la Liberté
ALGER.

R. I. T. A : Solidaires !

R.I.T.A., cela veut dire : « Re-
sistants Inside The Army » (Ré-
sistants à l'intérieur de l'ar-
mée). C'est le sigle utilisé par
les jeunes soldats américains
pour leur travail antimilitariste,
contre la sale guerre du Viet-
nam. C'est pour renforcer ce
travail que Terry Klug, jeune
soldat américain qui vivait
clandestinement en France de-
puis quelques mois, avait re-
joint « officiellement » les
Etats-Unis en janvier dernier,
où il connaît aujourd'hui les ri-
goureux de la cellule militai-
re (1). Terry Klug a cependant
eu déjà l'occasion de partici-
per à une grève dans la pri-
son de Fort Dix ! Son moral
est bon : nous pouvons tous
l'assurer de notre solidarité en
lui écrivant à :
PPC Terry Klug
RA 16884493, Fort Dix, New
Jersey (U.S.A.)

En ayant soin d'envoyer une
copie de lettre au :
American Servicemen's Union,
Rm 633, 156 Fifth Avenue, New
York 10.010, N.Y., U.S.A.,
afin que l'organisation puisse
contrôler le fait que les auto-
rités militaires ne « bloquent »
pas le courrier.

La solidarité ne doit pas
s'arrêter là. Il importe que nos
camarades insoumis vivant en
France reçoivent notre aide
matérielle.

Les soldats américains réfu-
giés en France sont actuelle-
ment en butte à la mauvaise
volonté de l'administration
gaulliste : les inspecteurs du
travail ont refusé dans plu-
sieurs cas leur carte de tra-
vail à des Américains qui
avaient eu la chance de trou-
ver un job ; beaucoup de jeu-
nes Américains sont sans tra-
vail, sans ressources.

Trouvons-leur du travail, col-
lectons de l'argent, sans ou-
blier le problème de l'héberge-
ment qui se pose en perma-
nence.

Les dons en espèces et
toute correspondance sont à
adresser à :

R.I.T.A., Centre Quaker In-
ternational, 114, rue de Vau-
girard, Paris (6^e). C.C.P. 14-
53-17 Paris. □

Jean VERGER

(1) Voir « T.S. » n° 397.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction

Henry Beley, André Biélany,
Jacques Buthiers, Gilbert
Chantaire, Michèle Descolonges,
Jacques Ferlus, Jacque-
line Giraud, Gilbert Hercet,
Michel Johan, Alain Malory,
Claude Rendel, Lucien Sain-
tonge, Bernard Sizaïre, Domi-
nique Yvoire.

Maquette

Claude Picart

Publicité

Jean-Claude Gillet

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
et Publicité :
54, Bd Garibaldi
Paris (15^e)
Tél. : SUF. 19-20

Le présent numéro est tiré
à 27.000 exemplaires

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

Publicité générale
au Siège
de l'administration

S.A.I.E.M., 61, rue du Faubourg-
Poissonnière, Paris-9^e

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande
à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Wilson joue Pompidou

Michel Rocard

Le monde de la diplomatie européenne est en pleine ébullition. Indiscrétions, procès d'intention, coups bas se multiplient, rarement les relations entre pays qui se prétendent de vieille civilisation avaient témoigné d'aussi peu de civilité. L'affaire doit donc être sérieuse.

En effet, nous dit-on, l'U.E.O. est en crise. Voilà en tout cas une manière inattendue d'apprendre un nouveau sigle : qu'est-ce donc que l'U.E.O. ? L'Union de l'Europe Occidentale est un organisme né en 1954 de conversations franco-anglaises consécutives à l'échec de la Communauté Européenne de Défense et qui rassemble les Six de ce qui allait devenir le Marché commun plus l'Angleterre. L'objet était de permettre à ces pays de se concerter sur tous problèmes diplomatiques, militaires et politiques et de parvenir éventuellement à des décisions communes.

Mais en fait cet organisme n'existait que sur le papier. Ses activités se caractérisaient par une douce somnolence et une absence complète de réalisations. Dans une pareille institution, l'idée de crise n'a guère de signification, c'est une tempête dans un verre d'eau.

Alors de quoi s'agit-il ? Sans doute d'une des premières grandes manœuvres internationales de l'après-gaullisme. En effet, le gouvernement anglais a tranquillement fait avorter avant éclosion la dernière des « grandes idées » de notre Président au lieu de tenter d'en utiliser les aspects qui pouvaient indéniablement lui être favorables. Cela montre bien que Wilson et son gouvernement sont plus soucieux de préparer la suite sans le général que de préparer avec lui une politique à long terme. On peut en conclure qu'ils ne lui accordent plus beaucoup de temps.

Que l'on en juge. Le vieux rêve

gaullien consiste à restaurer ce qu'il appelle la grandeur de la France en l'affranchissant de toute tutelle étrangère, et surtout américaine. Luttant à la fois contre la pression des Etats-Unis et contre toute création d'un pouvoir supranational en Europe, de Gaulle a cru pouvoir s'appuyer pour jouer cette partie sur les vieux ressorts nationalistes ; il a cru aussi qu'il lui suffirait pour imposer ses vues de disposer d'une force de frappe nucléaire et d'une réserve d'or ; il a cru enfin qu'il lui serait facile de laisser dégénérer le Marché commun en un simple traité de commerce ne modifiant pas les conditions d'exercice de la souveraineté nationale.

Or tout cela s'est effondré. La force de frappe, en retard sur ses programmes, reste peu crédible. La réserve d'or a en partie fondu au soleil de Mai, et la France se retrouve avec une balance des paiements fragile et le besoin de recourir au crédit international.

Le Marché commun ne cesse de faire apparaître des problèmes appelant des décisions communes, ce qui suppose que de Gaulle y mette un terme, opération que l'opinion française ne paraît guère prête à accepter, ou qu'il définisse par rapport à la Communauté une stratégie positive, ce qu'il n'a jamais voulu faire.

Enfin le coup de Prague a enlevé l'espoir, à vrai dire illusoire, d'apporter à l'Europe les avantages d'une négociation avec l'U.R.S.S. qui n'aurait pas été conduite par les Américains mais par la France.

De Gaulle a donc découvert qu'il n'a plus seul les moyens de sa politique. Mais il n'en accepte pas pour autant les lois de la supranationalité européenne. De là lui est venue l'idée de ce directoire des quatre grands européens. En la proposant aux Anglais il leur donnait un éventuel

moyen d'action, en tout cas une carte diplomatique.

Les Anglais ont annoncé la nouvelle aux autres membres du Marché commun ce qui fait échouer le projet. Leur première raison est qu'ils ont encore, et aussi longtemps qu'ils n'appliqueront pas à leur économie les techniques rigoureuses de la planification socialiste, besoin du soutien américain. Leur seconde raison est qu'ils croient à la permanence du Marché commun et qu'ils veulent se situer à l'intérieur de sa protection tarifaire, le reste les intéressant peu. Leur troisième raison est que la candidature de Pompidou, qu'ils savent acquis à l'idée d'une Europe libérale et atlantique, représente déjà un affaiblissement sensible du pouvoir et de la liberté d'action du Général. Jouant de la fureur du Benelux et de l'Italie devant le mépris où les tient de Gaulle, le gouvernement britannique se présente à eux comme un fidèle défenseur du Marché commun.

Enfin l'Allemagne, qui a tout à gagner à ce que la France et la Grande-Bretagne s'usent réciproquement, qui est de toute façon dominante en Europe avec ou sans supranationalité, a le plus évident intérêt à ne pas prendre parti dans une querelle qui la renforce.

Tout cela confirme une fois de plus que le problème dominant de la zone européenne concerne ses rapports avec les Etats-Unis.

C'est bien ce que Nixon avait compris. En préparant son voyage, il espérait pouvoir se présenter comme un élément unificateur, et surtout comme un arbitre capable de trancher des conflits mineurs.

Mais dans la course à la protection américaine, bien des forces, apparentes ou cachées, entrent en jeu. Elles n'arrivent pas toutes à présenter avec l'habileté qui convient leur desiderata.

Tout cela préfigure la nature des affrontements qui s'ouvriront après le départ du Général.

Pour nous socialistes, l'hypothèse d'une société capitaliste européenne, parvenant à se dégager de toute tutelle américaine, n'a pas grand sens.

Nous savons que les conditions d'une indépendance réelle sont à construire dans un tout autre contexte social, politique et économique.

C'est bien à quoi nous nous attachons en France. C'est aussi la direction que doit prendre la lutte du mouvement ouvrier en Europe. Elle est, nous le savons bien, socialiste.

Le reste est jeux vains de chancelleries, querelles de famille, dans lesquelles Wilson, de Gaulle et Nixon, jouent des rôles tristement complémentaires. □

Communiqué du B. N.

Le nouveau président des Etats-Unis, Richard Nixon, a entrepris un voyage en Europe pour tenter de resserrer sous l'hégémonie américaine, les liens des principales puissances impérialistes du monde occidental, tout en apaisant leurs discordes les plus voyantes.

Pour cela, il est prêt à se montrer plus souple dans la forme que son prédécesseur et disposé à manier un peu plus la carotte que le bâton.

Sa venue à Paris aura en particulier pour but de profiter des bonnes dispositions de la diplomatie gaulliste qui, après avoir fait sa révérence

à Franco, se prépare à retrouver le chemin de la solidarité « occidentale ».

Le P.S.U. déclare qu'il ne faut rien attendre de bon de ces consultations entre puissances conservatrices. Elles ont entre autres pour but, de renforcer la position des U.S.A. face à la lutte du peuple vietnamien qui vient de marquer de nouveaux points grâce à sa dernière offensive militaire.

C'est pourquoi le bureau national du P.S.U. appelle tous les militants du parti à exprimer publiquement leur opposition à la venue de Richard Nixon à Paris et leur appui politique aux objectifs du F.N.L.

VIENT DE PARAITRE
**SAUL
FRIEDLÄNDER**



REFLEXIONS SUR
**L'AVENIR
D'ISRAEL**

Israël
peut-il survivre ?
collection "l'Histoire Immédiate"
dirigée par J. Lacouture, 16 F
SEUIL

Un feuilleton gaulliste : Georges et son destin

Gilbert Hercet

Je n'ai pas d'avenir politique... J'aurai peut-être, si Dieu le veut, un destin national. Le général a dû être furieux d'entendre Georges Pompidou utiliser ce vocabulaire. Le seul « destin national », parmi les gaullistes, était jusqu'ici celui du général. Les autres pouvaient se vanter d'être les compagnons, les confidents, voire les héritiers du chef de l'État. Mais se situer ainsi au même niveau que le général, c'était évidemment exclu par la démarche propre du gaullisme.

La « petite phrase » de Pompidou c'est donc, en quelque sorte, un acte de nature anti-gaulliste. C'est dire clairement qu'un autre que le général peut être, de par la volonté de Dieu, placé à la tête de la nation, cependant que grouillent au-dessous de lui les intérêts, les combinaisons et les machinations, en un mot la politique.

Pompidou contre le gaullisme

Le phénomène est intéressant. Jusqu'ici le gaullisme c'était, son nom l'indique, la communion du « peuple dans ses profondeurs » avec un guide, que la Providence, l'Histoire, avaient placé là depuis le mois de juin 1940. Le 19 juin 1940, le général le dit déjà : « Moi, général de Gaulle, soldat et chef français, j'ai le sentiment de parler au nom de la France. » Depuis qu'il ait été à la tête de la République ou oublié à Colombey, de Gaulle estime qu'il a incarné la « légitimité nationale ». C'est dire si, pour de Gaulle comme pour ses compagnons, sa situation est par nature unique. Lui seul, parce qu'il y a eu le 18 juin, puis la Résistance et la Libération, peut prétendre à un destin national, parce que l'Histoire l'a voulu ainsi, et l'a effectivement placé dans une position d'arbitre national, au-dessus des « agitations, prétentions, surenchères ». Après de Gaulle, un gaulliste pouvait tout au plus être candidat à la présidence de la République, puis Président, mais si l'on peut dire, rien de plus. Encore aurait-il la chance, grâce à la réforme de 1962, d'être l'élu du suffrage universel, ce qui lui conférerait une crédibilité acceptable pour maintenir en vie les institutions de la V^e malgré la disparition de celui pour qui elles avaient été faites.

Or, que fait Pompidou ? Benôtement, tranquillement, constatant que c'est lui qui a tiré le régime du mauvais pas de mai 68 ; que c'est lui qui a fait comprendre au Général que des élections seraient alors plus profitables qu'un référendum ; que c'est lui qui a gagné ces élections ; qu'il continue à être consi-

déré dans la majorité comme le grand homme et le dauphin ; que Couve de Murville et Edgar Faure ne sont pas en mesure en ce moment de briguer ouvertement la succession ; constatant tout cela, il commence par annoncer sa propre candidature présidentielle. Puis, franchissant le Rubicon, il y va de sa petite phrase. L'opinion doit savoir qu'il ne s'agit pas d'un candidat comme les autres, d'un Giscard, d'un Lecanuet ; non : c'est un nouveau chef, un nouveau guide qui se prépare. Le peuple doit comprendre qu'après de Gaulle, tout continuera, et même en mieux. Simplement Charles II s'appellera Pompidou.

Pompidou a peut-être relu l'autre semaine *L'Armée de métier*, ce livre étonnant que Charles de Gaulle fit paraître en 1934, et où il est notamment écrit : « Si les enseignements reçus et les quotidiennes occupations suffisent à façonner la plupart de nos semblables, les puissants se forment d'eux-mêmes. Faits pour imprimer leur marque plutôt que d'en subir une, ils bâtissent dans le secret de la vie intérieure l'édifice de leurs sentiments, de leurs concepts, de leur volonté. C'est pourquoi, dans les heures tragiques où la rafale balaie les conventions et les habitudes, ils se trouvent seuls debout et par là nécessaires. Rien n'importe plus à l'État que de ménager dans les cadres ces personnages d'exception qui seront son suprême recours. »

Il est clair en tout cas que son geste n'est pas en conformité avec l'orthodoxie gaulliste. Mais peut-être le Général apprécie-t-il en même temps, en connaisseur, le savoir-faire de son ancien Premier ministre...

A la recherche de la droite...

En tout cas, voilà Pompidou candidat. Il ne faut surtout pas sous-estimer ses chances. Aux yeux de la majorité du groupe parlementaire U.D.R. comme d'une bonne partie de l'opinion publique, le successeur désigné du Général, c'est Pompidou. L'alternative n'est plus « De Gaulle ou le chaos » mais « De Gaulle ou Pompidou », ce qui est pour eux beaucoup plus rassurant : Pompidou a en effet montré pendant six ans ses qualités d'habile gestionnaire, il a montré en mai-juin ses qualités de fermeté et de battant. Ses chances de maintenir l'unité du personnel gaulliste sont loin d'être négligeables. On a sans doute trop tendance, à gauche, à penser que de toute évidence le gaullisme, en tant que force poli-



A.F.P.

tique, volera en éclats après la disparition de son chef. Encore une fois rien n'est moins sûr aujourd'hui, du fait que notamment le chef, pour beaucoup de gaullistes, et notamment de députés élus en juin, c'est bel et bien Pompidou.

Son seul adversaire déclaré pour le moment est Valéry Giscard d'Estaing, le seul autre homme politique français à avoir fait connaître qu'il était candidat à l'Élysée, le pari de Giscard est évidemment différent : il s'agit pour lui de sensibiliser demain, puis de regrouper après-demain aussi bien les centristes plus ou moins anti-gaullistes que ce qu'il appelle « l'aile latérale » du gaullisme. Le pari s'adresse tout à la fois aux vieux notables indépendants traditionnels et aux jeunes cadres de la droite néolibérale — mariage difficile s'il en est. Mais dès aujourd'hui, l'équipe des Républicains Indépendants, sous la houlette de Michel Poniatowski, député du Val d'Oise, se tient prête à affronter une élection présidentielle avec Giscard, ou même à présenter des candidats dans les 470 circonscriptions françaises contre l'U.D.R., en cas d'élections législatives.

La bataille va donc se ranimer entre les différentes fractions de la droite et de ce qu'on appelle le centrisme. Giscard va devoir continuer son escalade du langage contre le gouvernement Couve. Du-

hamel va continuer à déployer son talent dans l'ambiguïté du « non mais » et du « oui si ». Lecanuet, pour essayer de retrouver sa clientèle, va accentuer son opposition au régime. Pompidou tout en montrant un parfait légalisme à l'égard du Général — notamment pendant sa campagne sur le référendum — va devoir de temps en temps rappeler son existence, et multiplier les sous-entendus sur ce qu'il pense, au fond, de l'action gouvernementale. Edgar Faure va tout faire pour apparaître comme celui qui aura définitivement « réglé » l'épineuse question universitaire...

Quant à Couve de Murville, il devra subir l'épreuve difficile au mois d'avril de passer aux yeux de l'opinion publique pour le chef de la majorité. Mais il suffira aux téléspectateurs de le regarder après avoir vu Georges Pompidou, pour savoir que si « avenir politique » il doit y avoir — à défaut de destin national — le député du Cantal est tout de même pour le moment mieux placé. Mieux placé pour conquérir un électorat bien déterminé ; car au moins cette histoire a ceci de réjouissant que l'un seulement de ces personnages peut en fin de compte espérer l'emporter car, quelles que soient les différences de style, de tempéraments, et peut-être de volontés, c'est au fond sur les mêmes forces sociales que misent tous ces beaux parieurs... □

« Paris-Presse » à la recherche des "bons" étudiants

André Bielany

Nous connaissons l'existence d'une « certaine presse », que nous ne lisons guère. Et nous avons tort ! Il est des œuvres qu'on ne doit pas ignorer : par exemple, celles de M. Charpy. Pour apprendre à la mieux apprécier, il nous a suffi d'un titre : « La fièvre monte chez les enseignants enragés ». « Paris-Presse », 13 février, jour de tension au quartier Latin après une manifestation difficile la veille.

Le S.N.E.-Sup, on le sait, voulait marquer sa solidarité avec les étudiants victimes de la répression. Une marche vers le ministère de l'Education nationale fut décidée pour les seuls enseignants, manifestation qui tourna court grâce à la rapide et brutale intervention de la police. Les membres du S.N.E.-Sup s'en retournèrent alors

(qu'on se rassure cependant, la tentative a manqué), c'est que les « occupants » soient apprentis professeurs. Leur comportement donne des craintes sur leur enseignement futur » (ne nous laissons pas abuser, puisque nos farceurs ne sont pas de vrais enseignants et qu'ils risquent de n'être à l'avenir que de mauvais enseignants, mais que voulaient-ils au juste ?). « Faire la révolution » (ni plus, ni moins ! et nous l'avons échappé belle et nous pouvons rire aujourd'hui) puisque « tout a fini par un "happening"... ».

Ici une remarque : caricature ou non, cette dernière phrase comme le développement qui suivra, fut assez ambiguë pour cacher aux lecteurs les véritables intentions des militants incriminés.

Conclusion : « Aussi avons-nous eu cette nuit une tentative pour refaire la nuit du 10 mai. Elle était puérile. Cela ne veut pas dire qu'elle sera la dernière. »

L'intérêt d'analyser un tel « papier » ? Nous avons ici un modèle du genre qui signifie, suppose et recherche, ce que signifie suppose et recherche la plus grande partie de la presse à grand tirage en France aujourd'hui.

Il signifie qu'il ne faut pas surestimer les enseignants du S.N.E.-Sup, que leur objectif était subversif, et que leur échec n'empêche pas qu'ils recommencent un jour. C'est un appel à la vigilance.

Il présuppose que les bons étudiants et les bons professeurs (le journaliste évoque les enseignants



à la Sorbonne qu'ils occupèrent quelques heures.

M. Charpy a voulu « marquer le coup » et exploiter le demi-échec du S.N.E.-Sup, comme il en avait le droit, encore fallait-il éviter le piège de la facilité. Humour, ironie et sérieux sont les ingrédients de l'article qui s'intitule : « Quand la révolution finit en "happening". »

« Demi-échec », disions-nous plus haut, parce que l'objectif des manifestants était d'alerter l'opinion publique sur les conditions de la répression. Mais heureusement entre l'opinion et les événements s'interposent les journalistes, et ce qu'il faut penser des faits, M. Charpy le dit clairement à ses lecteurs.

« Le plus troublant, dit-il (on pouvait en effet se laisser troubler), dans cette occupation avortée

En effet, dans un premier mouvement, M. Charpy laisse aller son humour, la charge et les sarcasmes et insiste sur la déception et le ridicule des manifestants qui ont échoué dans leur tentative de provoquer sur eux-mêmes la répression.

Puis vient une transition : « Le comportement puéril de ces dirigeants syndicalistes prête plutôt à rire ce matin... Mais il faut garder de se laisser abuser par le côté "canular" », qui annonce le second mouvement : les dessous de l'affaire. Résumons-nous : ces agitateurs voulaient avant tout provoquer la répression. Pourquoi donc ? Eh bien Charpy, devenu grave, répond : « C'est une technique. Des affrontements plus graves ont souvent ainsi commencé en mai. »

du S.N.E.-Sup communistes « qui eux défendent les intérêts de leurs élèves ») sont du côté de M. Charpy, que le prétexte invoqué par le S.N.E.-Sup était dérisoire, car il était faux qu'il y eût de la répression, que les agitateurs essaient avec une technique appropriée de fomenter un nouveau mai.

Il cherche à entretenir le « parti de la peur » tout en discréditant les « opposants », à justifier aux yeux de l'opinion toute répression plus brutale, à opposer les étudiants et enseignants « raisonnables », y compris les communistes, aux autres, c'est-à-dire à diviser pour mieux frapper.

En somme, les intentions de Charpy sont si nettes qu'elles trahissent les intentions de ses collègues plus discrets. Or, « Paris-

Presse » et ses semblables ont des centaines de milliers de lecteurs qui ne se savent pas manipulés, grossièrement trompés. Comment s'étonner dès lors que les slogans politiques dénoncent une « campagne psychologique d'intoxication » ? Aujourd'hui, nous avons surpris M. Charpy en flagrant délit de falsification : n'en doutons pas, il sera imité, mais il nous appartient d'ores et déjà de dénoncer publiquement de tels procédés qui salissent la presse française et le métier de journaliste, qui discréditent l'information politique. □



Toutes les dimensions de la culture
De grands projets
Une pléiade de spécialistes

20^e volume de la collection :

L'EDUCATION POPULAIRE EN EUROPE	
Tome 2 / Les pays scandinaves par Lucien Trichaud	
19/Tome 1/Introduction générale. La Grande-Bretagne	
18/LE LIVRE ET LA LECTURE EN FRANCE par une équipe de spécialistes	
17/LES MISERES DE L'ABONDANCE Jean Boniface	8 F
16/GUIDE POUR L'UNIVERS POLITIQUE René Pucheu	15,45 F
15/L'ART D'AUJOURD'HUI ET SON PUBLIC Michel Hoog	9 F
14/LES MONTAGES SONORES ET VISUELS Christian Hermelin	9,90 F
13/POUR UNE POLITIQUE CULTURELLE Jacques Charpentreau	12 F
12/JAZZ, CULTURE et SOCIETE Michel Dorigné	16,20 F
11/LA POESIE EN FRANCE Jean-Paul Gourévitch	18 F
10/INTRODUCTION AU SPORT Michel Clare	9 F
9/LA PHOTOGRAPHIE Jacques Windenberger	12 F
8/50 MILLIONS DE FRANÇAIS DEVANT LA MUSIQUE Michel Briquet	13,50 F
7/L'ANIMATION CULTURELLE Collectif	épuisé
6/INTRODUCTION AU CINE-CLUB Vincent Pinel	9 F
5/VIVRE DANS LES GRANDS ENSEMBLES René Kaës	15 F
4/LA CONQUETE DES VACANCES Roger H. Guerrand	6,90 F
3/LE JOURNAL, LES MYTHES ET LES HOMMES René Pucheu	9 F
2/LA CULTURE POPULAIRE EN FRANCE Jacques Charpentreau et René Kaës	10,20 F
1/ARTS DE MASSE ET GRAND PUBLIC Jean Boniface	7,80 F

ÉDITIONS OUVRIÈRES

Immigrés : les travailleurs africains noirs

Michèle Descolonges

Les Africains noirs sont en France entre 25 et 45 000. L'imprécision vient de ce que jusqu'en octobre 1968 il n'existait aucun contrôle à l'arrivée, que certains vivent en clandestins et surtout que ceux qui cherchent du travail s'inscrivent dans tous les organismes possibles, et sont décomptés dans chacun.

C'est en effet pour fuir la misère, trouver du travail que les Africains noirs, principalement des Sénégalais, Maliens, Mauritaniens, ont commencé à arriver en France après les indépendances qui avaient provoqué des diminutions d'emplois. Tout adulte étant impossible, même s'il ne perçoit aucun revenu, il ne reste pas de choix.

Le gouvernement sénégalais interdit l'émigration à ses ressortissants — à l'aide de faux passeports on se débrouille quand même — mais sans les prévenir de ce qui les attend. Une assemblée, organisée par l'U.G.T.S.F. (Union générale des travailleurs sénégalais en France), a rappelé ce qui se passe à l'arrivée, et après, en insistant sur les aspects sanitaires et juridiques.

Des porteurs de maladies ?

Depuis quelques années Minute entame périodiquement une campagne pour accuser les Africains noirs de nous apporter des maladies.

Effectivement beaucoup d'entre eux sont malades, mais de maladies parasitaires, qui en aucun cas ne sont transmissibles, qui sont dues au sous-équipement sanitaire de leur pays d'origine, et qu'un traitement approprié élimine rapidement. Ainsi la bilharziose urinaire, dont sont atteints 45 % des Africains noirs, se guérit en 8 jours.

Un danger réel, pour les Africains, est la tuberculose pulmonaire (5 à 10 % en sont atteints

pour 3 ‰ chez les Français). Si à leur arrivée en France beaucoup ont déjà été en contact avec le bacille, ce sont les conditions de vie et en particulier celles de logement qui permettent à la maladie de s'installer. Vivant en groupes, en foyers, ils se contaminent les uns les autres, et... ne contaminent pas les Français.

On a parlé de terrain prédisposé. Il est vrai que la tuberculose chez les Africains a des aspects particuliers — arrivée à un certain stade elle se développe d'une manière foudroyante —, il est non moins vrai que placés dans des conditions d'habitat identiques à celles des Français, les Africains ne seraient pas plus tuberculeux.

Le gouvernement français veut-il limiter l'entrée des travailleurs immigrés ? Sa politique en ce domaine est ambiguë. Toujours est-il que depuis octobre 1968 tout travailleur migrant est soumis à un examen médical, assuré par l'office médical d'immigration. Rien de plus normal, en théorie, mais les critères d'inaptitude au travail sont mal choisis (faut-il dire malhonnêtement ?). Ainsi la bilharziose urinaire dont nous parlions plus haut est un critère d'inaptitude définitive au travail.

Il semble donc que le gouvernement veuille faire porter à l'O.M.I. la responsabilité de la limitation.

Un point n'est évidemment pas résolu : l'Africain (le cas est le même pour tous les étrangers) n'a plus le droit de travailler — un employeur qui passerait outre à l'avis d'incapacité devrait supporter toutes les charges en cas de maladie, accident, etc. — mais il demeure en France, où il vit en clandestin, c'est-à-dire dans de très mauvaises conditions, favorables à la tuberculose...

Une juridiction bilatérale

Selon que le gouvernement africain a fait serment d'allégeance ou

non à l'égard du gouvernement français, le statut de ses ressortissants diffère. Et encore, d'année en année les conventions sont modifiées.

Ainsi Maliens, Ghanéens, Sénégalais, Guinéens cotisent tous à la Sécurité sociale au même taux que les Français, mais bénéficient inégalement des prestations — le bénéfice n'atteignant jamais celui des Français.

Une des inégalités les plus flagrantes, ce sont les expulsions de logements. Prenons le cas d'un hôtel vétuste (mot pudique qui signifie : 1 lavabo et 1 w.-c. pour 100 personnes, des murs fissurés, etc.) sis boulevard de la Gare, dans le 13^e arrondissement, appartenant à la ville de Paris. Le propriétaire ne pouvait y loger ses employés, alors il y mit ses employés de voirie : des Africains maghrébins et noirs. Comme l'hôtel figurait dans la zone de rénovation, il fallait le démolir, et les habitants en furent chassés sans être relogés (au mois de novembre).

Les travailleurs immigrés n'intéressent pas les municipalités : ils ne votent pas. Parfois les municipalités flattent une xénophobie ambiante de la population, et par une force d'inertie administrative empêchent ou repoussent l'installation de travailleurs immigrés sur leur territoire.

C'est le cas actuellement à Courbevoie où un foyer a été aménagé pour recevoir 100 Africains noirs. Ceux-ci attendent dans une cité de transit.

Inégalité encore devant la responsabilité syndicale. Mais n'est-ce pas logique ? Le gouvernement a-t-il jamais déclaré vouloir intégrer les travailleurs étrangers à la main-d'œuvre nationale ? Au bulletin officiel les droits des travailleurs immigrés s'intitulent **Protection de la main-d'œuvre nationale**, et Massetnet déclarait que les travailleurs immigrés constituent la meilleure condition à un échauffement social éventuel.

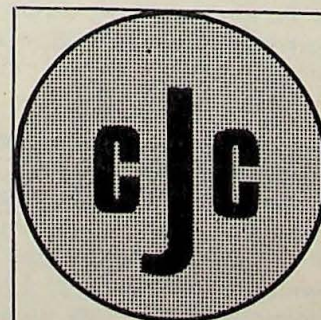
Lier nos luttes

Abandonnés par leurs gouvernements respectifs, utilisés par les sociétés capitalistes développées, plus ou moins en dehors des luttes ouvrières, les Africains noirs sont obligés de compter sur des aides individuelles.

Cela nous pose deux problèmes principaux :

— La liaison travailleurs-étudiants doit se réaliser. La FEANF, les étudiants sénégalais ont observé que la révolution passe aussi par l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et par leur alphabétisation, et ont décidé de s'y atteler. Connaissant les langues vernaculaires et les modes de pensée, c'est un travail qu'ils peuvent mener.

— L'amélioration des conditions de vie et de travail des immigrés doit être comprise dans la stratégie du P.S.U. (la thèse 17 en fait état, mais insuffisamment). C'est dans cette mesure que les luttes pourront être comprises et entamées par les immigrés. Il sera utile à cet égard de revenir ultérieurement sur le rôle des travailleurs immigrés dans l'économie française, et sur la liaison indispensable à réaliser entre travailleurs français et travailleurs migrants. □



Groupe T.S.
dans
chaque voyage

LE CLUB JEUNESSE ET CULTURE

vous invite pour PAQUES

SKI EN TCHÉCOSLOVAQUIE	L'EGYPTE	ANGLAIS SUR LA TAMISE
(Mt des Géants) 30/3 - 13/4 par avion 720 F	jusqu'à Assouan 31/3 - 12/4 par avion 1 450 F	(pour lycéens) 30/3 - 12/4 par train 580 F

PRIX TOUT COMPRIS AU DEPART DE PARIS
NOTICES DETAILLEES SUR DEMANDE

11, rue Vernier — PARIS (17^e) — Tél. : 380-73-38
Se recommander de « Tribune Socialiste »



Collombert

La rencontre nationale des cheminots P.S.U.

La Journée nationale des cheminots du P.S.U. s'est tenue le 23 février au siège du parti.

Les débats extrêmement sérieux ont abouti sous forme du manifeste ci-joint.

En tout cas, on peut, à l'issue de cette réunion, affirmer notre bonne implantation dans cette entreprise. La forte représentation des groupes cheminots de province est particulièrement significative à cet égard.

Dans la société capitaliste, le service public se substitue au secteur privé là où il existe des fonctions économiques vitales que le marché classique ne peut remplir parce que les investissements nécessaires sont trop importants, les risques financiers trop grands, et qu'il n'y a pas de perspectives de profit à court terme. C'est ce qui s'est passé dans le domaine ferroviaire.

Dès son apparition, le rail a constitué un des facteurs essentiels du développement du capitalisme parce qu'il était le principal consommateur de fer et de charbon. Le capitalisme s'est donc arrangé pour que cette gigantesque force productive qu'était le chemin de fer soit, dès les débuts de son fonctionnement, aidé par l'Etat sous le couvert de sa qualité de transporteur de voyageurs, c'est-à-dire de fournisseur d'un service intéressant la collectivité tout entière.

Trait caractéristique : les dividendes des actionnaires des anciens réseaux étaient garantis par l'Etat, quels que fussent les résultats d'exploitation,

même déficitaires, de ces réseaux. Ces mécanismes traduisaient une redistribution des revenus, des contribuables vers les constructeurs du rail, les propriétaires des mines, les bénéficiaires de tarifs avantageux et les actionnaires des entreprises de transport. Dès la nationalisation, le déficit existait déjà.

Le capitalisme est incapable d'organiser harmonieusement le transport

La nationalisation a permis aux actionnaires de dégager leurs capitaux pour les investir dans des activités plus rentables. Elle a légué à la collectivité un réseau qui était à l'image d'une étape du développement du capitalisme industriel. Cet héritage du passé pose un problème de reconversion pour l'adapter aux besoins d'une économie moderne (même socialiste). L'impuissance d'un système basé sur

Il est d'ores et déjà possible de créer au moins un groupe ou une section par arrondissement de chemin de fer. C'est un des objectifs que se sont fixés nos camarades de la S.N.C.F.

En tout cas, tous nos camarades sont partie prenante dans les luttes, et beaucoup se situent à la pointe de l'action.

Sans optimisme excessif, on peut affirmer la positivité du bilan de cette journée.

A. Behar

le profit, soumis aux différents groupes de pression (P.M.E., agrariens par l'intermédiaire des notables locaux, grand capital industriel...) n'a fait qu'aggraver l'incohérence dans le domaine des transports.

La nationalisation a aussi permis le report sur la collectivité de certains frais généraux entraînés par le fonctionnement du système, et le maintien des profits dans différentes branches d'activité, grâce en particulier aux mesures tarifaires de faveur. C'était nationaliser les pertes et privatiser les profits.

L'organisation systématique du déficit

Depuis quelques années, il s'est produit une évolution. Le transfert sur le contribuable d'une partie des charges de transport s'effectue moins par les traditionnels « cadeaux aux trusts » — encore qu'ils n'aient pas disparu —

que par le biais d'une concurrence anarchique. Cet état de choses est le fruit d'une volonté bien arrêtée. Lieu de convergence des pressions exercées par les différents moyens de transport et des pressions des bénéficiaires de la concurrence, l'Etat a renoncé à mettre sur pied une organisation rationnelle des transports au moindre coût pour la collectivité.

En effet, en poussant à la multiplication des investissements dans des moyens de transport concurrents et mal utilisés, les différents lobbies cherchent à obtenir les tarifs les plus bas.

Secteur public contre secteur privé

L'Etat se trouve prisonnier de la contradiction suivante : maintenir par la concurrence le prix d'utilisation le plus bas et réduire le déficit d'exploitation du secteur public des transports. En effet, la compensation de ce déficit par l'Etat, et les emprunts de la S.N.C.F. sur le marché financier, privent le capitalisme de possibilités supplémentaires d'investissement dans des branches hautement rentables de son point de vue, par exemple, l'automobile. Pour essayer de sortir de cet antagonisme entre le secteur privé et le secteur public, l'Etat, cherchant à résorber le déficit, en arrive dans les faits à une politique de dénationalisation et à l'abandon de la notion de service public.

Après l'avoir largement utilisé, le capitalisme cherche à réduire le rôle du secteur public. Il ne peut le faire qu'en aggravant encore ses propres contradictions.

Le rapport Nora

Pour réaliser ce projet, le Pouvoir a eu besoin de justifications qu'il trouva dans le rapport Nora. Celui-ci dont la presse a récemment beaucoup parlé fut l'aboutissement d'études commencées en avril 66 concernant l'ensemble des entreprises nationalisées. S'agissant de ces entreprises, on a mis l'accent sur la « gestion », même si cela devait conduire à la quasi-disparition de la notion du service public.

Pour différentes raisons, son application fut abandonnée par le gouvernement Pompidou avant les événements de Mai 68. En vue de l'application de son plan d'austérité, Couve de Murville se souvint de l'existence de ce rapport et décida de le mettre en application dès 69. Mais il n'en retint que quelques orientations :

— La S.N.C.F. devra équilibrer son budget d'ici à 1973, les subventions devant diminuer progressivement;

— Une nouvelle Convention sera passée entre la S.N.C.F. et l'Etat. Des augmentations annuelles de tarifs et une plus grande liberté tarifaire sont envisagées;

— Limitation des investissements ferroviaires;

— Suppression de 55.000 cheminots pour ramener l'effectif global à 270.000;

— Réduction de la desserte omnibus du tiers (10.000 km sur 29.000); en 2^e

étape, suppression des deux tiers de la desserte omnibus; fermeture de 5.000 km de lignes-marchandises; suppression de 5 millions de parcours annuels de trains express soit disant « mal utilisés ».

Le P.S.U. dénonce l'aspect fallacieux du rapport Nora.

La réalisation d'économies se fait au détriment du développement régional. On accepte de créer en France de véritables déserts. On sacrifie systématiquement les vues à long terme, voulant cacher que le problème des transports est fondamental et concerne l'ensemble de la collectivité. La S.N.C.F. devient le banc d'essai pour une dénationalisation de toutes les autres entreprises publiques.

Les fermetures de lignes

Il est d'ailleurs reconnu que l'on ne possède pas actuellement les moyens de calculer la rentabilité d'une ligne. Le bilan d'un tronçon pris isolément est dénué de toute signification. Le trafic emprunte en effet toujours plusieurs lignes, et ce n'est qu'à un niveau global que les calculs peuvent devenir valables.

Il faut encore souligner que ces bilans n'ont été établis qu'après avoir, au cours des années précédentes, tari le trafic de la ligne (mauvaises dessertes permettant l'installation de moyens de transports concurrents). En outre, dans bien des cas, on joue sur la ventilation des frais généraux pour démontrer ce que l'on souhaite.

En utilisant les chiffres fournis par la S.N.C.F. elle-même, on constate avec stupéfaction que les économies attendues sont ridiculement faibles. Plus on supprime, plus les économies diminuent, car elles ne sont pas proportionnelles au nombre de kilomètres supprimés. En outre, la S.N.C.F. doit supporter une partie du déficit des services de remplacement.

Tout se passe donc comme si l'on se contentait de faire un transfert vers d'autres modes de transports, mais les charges subsistent, le confort et la régularité diminuent, et les conditions de travail sont aggravées (la Réglementation du Travail est presque toujours ignorée par les entreprises routières).

Ce transfert s'effectue alors que les routes sont déjà encombrées et, par là, on augmente le coût social des transports (accidents, pertes de temps, augmentation de la fatigue des Conducteurs d'engins, dégradation des routes...). Sur le plan européen, il existe des orientations différentes (exemple : Plan Leber en R.F.A.). Si l'on laisse faire, on peut aboutir dans quelques années à un grave déséquilibre entre les différents pays dans ce domaine.

Cette politique s'inscrit dans une politique globale de démantèlement des grandes entreprises publiques.

L'attitude des centrales syndicales

On peut regretter que les grandes centrales ouvrières aient facilement accepté de discuter de ces orienta-

tions (Table Ronde Transports) sans remettre fondamentalement en cause les projets de gouvernement. Elles se sont contentées — semble-t-il — de mener une bataille défensive. Leurs interventions, critiques et contre-propositions, ont pu laisser l'impression au gouvernement, à l'opinion publique et aux cheminots, qu'elles acceptaient les contraintes économiques propres au néo-capitalisme.

Le gouvernement avait le choix entre deux solutions : soit imposer d'autorité les modifications de structures qu'il désirait, soit faire mine d'en discuter avec la S.N.C.F. et les syndicats ouvriers. En optant pour la deuxième solution, il cherchait à s'assurer leur complicité et tenter une manœuvre d'intégration. Il n'a que partiellement réussi, mais, vis-à-vis de l'opinion, il a donné l'impression de rechercher le « dialogue ».

Les Syndicats, faute de pouvoir s'appuyer sur un mouvement révolutionnaire digne de ce nom, ont limité leurs ambitions à une « défense » sans éclat de l'outil de travail et du Patrimoine national.

La bureaucratie à la S.N.C.F.

Face aux projets gouvernementaux, les dirigeants de la S.N.C.F. étaient en situation de faiblesse. L'hypercentralisation de son fonctionnement, son organisation hiérarchisée sur le type militaire et le cloisonnement qui existe entre ces différents services, ne permettaient pas de faire front contre l'offensive des technocrates d'Etat.

Une profonde communauté d'intérêts (malgré les rivalités des grandes écoles) unit les technocrates d'Etat, ceux des entreprises publiques et ceux du secteur privé. Les passages de l'un de ces secteurs à l'autre sont fréquents et presque tous les patrons de la S.N.C.F. « pantoufflent » dans les entreprises avec lesquelles ils furent en rapport durant leurs années d'activité.

L'esprit cheminot des grands dirigeants trouve vite ses limites. Leur attachement à la profession cède rapidement aux pressions. Ce n'est pas de leurs dirigeants que les cheminots doivent attendre le salut du Service public qu'est la S.N.C.F. Dans sa volonté de transformer une entreprise nationalisée échappant par nature au jeu de la concurrence en organisme compétitif, le gouvernement retire à la S.N.C.F. toutes ses raisons d'être : « un service public au service du public ».

Que faire dans ces conditions ?

Etudier les moyens de remettre en cause les décisions de la S.N.C.F. : faire démarrer à la base par des actions de masse. Mais pour ce faire, il faut que les organisations syndicales adoptent une position offensive face à l'hyperbureaucratisme de la S.N.C.F. Cette lutte ne doit pas être essentiellement corporative (les cheminots défendant leur outil de travail), mais une bataille globale de l'ensemble des travailleurs. Car la mort d'une région privée de chemins de fer, c'est la mort de toute l'activité régionale. Sur le plan des conditions de travail, les chauff-

eurs routiers doivent être alertés pour la défense de leurs conditions de vie : ils sont exploités par les affréteurs et le patronat privé.

Il s'agit, en définitive, de réaliser la conjonction des intérêts sur le terrain même de la lutte des classes.

Mais il faut être réaliste : dans la société capitaliste, même si on aboutissait à une SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS FRANÇAIS, les groupes de pression subsisteraient avec toutes les contradictions qui en résultent.

La vraie bataille, c'est de donner des axes de lutte pour faire sauter les structures : AGIR pour parvenir aux objectifs. Compte tenu de MAI 68, il faut dire aux travailleurs, ce qu'il faut faire pour que ÇA CHANGE et MONTRER COMMENT ON SE BAT.

Le problème des transports doit être pris en charge par les travailleurs eux-mêmes et contrôlé par eux.

— Sur la triple base du contrôle des cheminots pour remettre en cause l'administration S.N.C.F., d'une politique globale des transports et l'éclatement des contradictions de la politique gaulle, les cheminots réunis dans cette journée nationale proposent :

— Pour le Parti : réussir un objectif, la création d'un groupe ou d'une union de groupes ou section par arrondissement S.N.C.F.

— Soutien sans réserve des luttes syndicales dans la S.N.C.F. et en particulier les grèves sans préavis, exemplaires pour tous les travailleurs du secteur public.

— Pour l'ensemble des travailleurs : mobilisation de toute la population et non des seuls notables, à chaque fois qu'une mesure malthusienne comme la suppression de lignes de la S.N.C.F. remet en cause l'avenir de la région par l'information (tract, journaux, etc.) et par l'action (manifestation de rue, etc.).

— Action vers les travailleurs des autres moyens de transport (routiers, fluviaux, etc.) contre leur hyperexploitation et pour affirmer leur solidarité de fait avec la lutte des cheminots.

Ce manifeste est proposé à la discussion de l'ensemble du parti, et tout particulièrement aux sections et groupes de cheminots. □

VOS communications intérieures et extérieures s'accélèrent...

Faites connaissance avec l'équipement le plus moderne et le plus sûr : l'offset de bureau GESTETNER. Dans une des 35 succursales Gestetner, vous pourrez toucher du doigt la qualité de reproduction, la simplicité de conduite, la rapidité des tirages et changements. → Voulez-vous vous joindre aux responsables industriels, commerciaux et administratifs que nous convions à nos stages-éclairés ? Dans une ambiance détendue, vous pourrez vous faire une opinion. Demandez votre invitation personnelle à Gestetner - Service 250 - 71, Rue Camille Groult, 94-VITRY, Tél. : 482-47-85. → « Communiquer plus et plus vite » c'est le titre de la documentation que Gestetner a établie à votre intention. Demandez-la au Service 687.

Bientôt le rendez-vous de mars

Jacques Malterre

Dire aujourd'hui que la situation est meilleure qu'il y a un an, c'est insulter les centaines de milliers de français qui sont à la recherche d'un emploi ; c'est aussi scandaliser les mères de famille qui, en faisant leurs courses, constatent que sur tel produit il y a eu 5, 10, voir 20 % de hausses de prix depuis le printemps dernier, mais c'est aussi constater que les grèves de mai-juin n'ont pas été inutiles, qu'un coup d'arrêt a pu être donné à la politique de stabilisation qui étranglait progressivement notre pays.

Dans une récente note, l'Institut de la statistique décrit ainsi la situation qui existait au début de l'année 1968 : « Le pouvoir d'achat de la masse des revenus salariaux et sociaux est quasi stable depuis trois trimestres. Les ménages éprouvent des craintes pour l'emploi. Le climat psychologique, tel qu'il est représenté par l'enquête sur les intentions d'achats de janvier, est un des plus déprimés que l'on ait connus. »

Les salaires et la consommation

Les grèves coûtent 3 milliards aux salariés, l'ensemble des revenus salariaux et sociaux baisse d'environ 1,5 % du 1^{er} au 2^e trimestre, puis ils remontent de 12,5 % du 2^e au 3^e, et restent inchangés du 3^e au 4^e. En définitive, ces revenus seront au 4^e trimestre de 10 % supérieurs à ce qu'ils étaient au 1^{er} trimestre.

Grâce à cette distribution inaccoutumée de revenus, la consommation redémarre effectivement.

La crainte de la hausse des prix provoque aussi des achats par exemple la vente de biens d'équipement du foyer au 4^e trimestre dépasse de 30 % celle du 4^e trimestre de 1967.

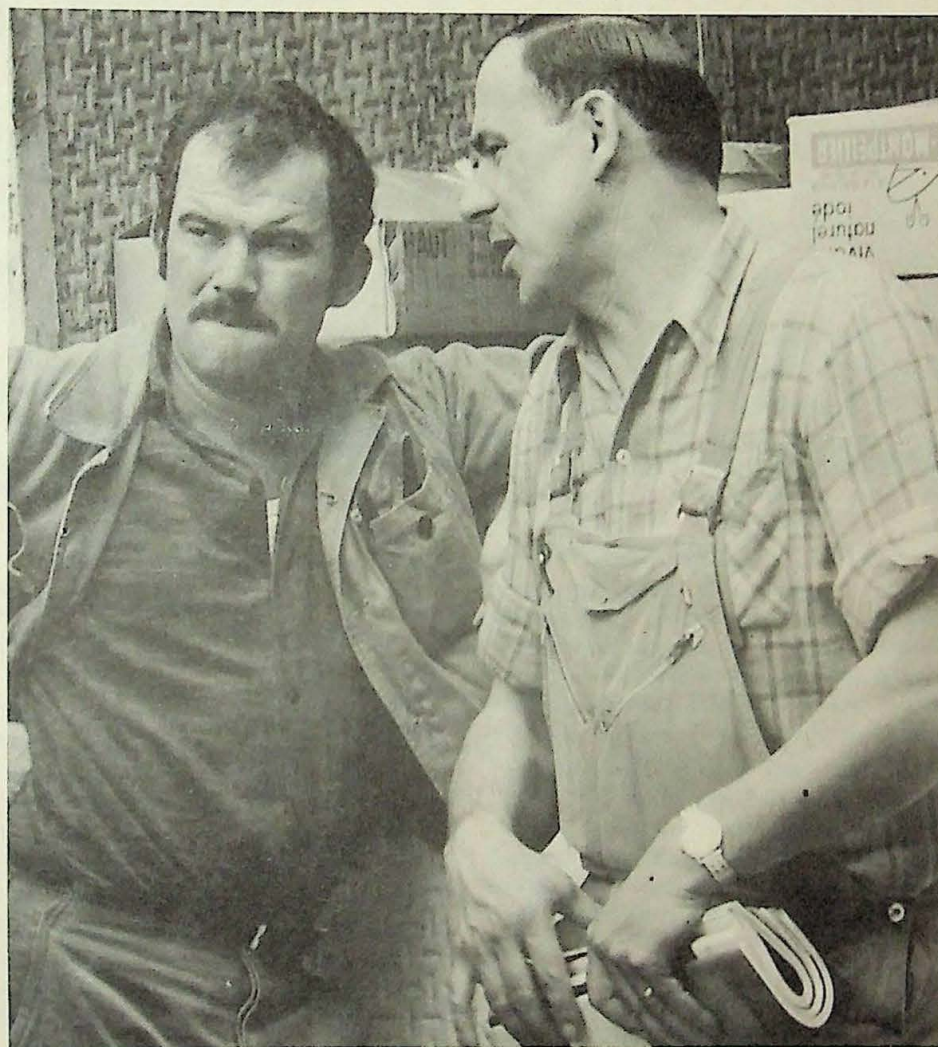
La production et le chômage

Les commerçants se retournent vers les fabricants pour regarnir leurs rayons. Les industriels poussent la production, en 3 mois — de septembre à décembre — elle augmente de 7 % mais malheureusement les importations s'accroissent encore plus ; à la fin de l'année, elles atteignent 5.900 millions par mois contre seulement 4.500 à la fin de 1967 ! La preuve est faite qu'il y avait beaucoup de capacités de production inutilisées et que l'on pouvait donc augmenter sérieusement les salaires comme le P.S.U. le disait ; mais aussi que cette augmentation doit être régulière et non pas brutale comme à Grenelle.

Pour accroître leur production, les dirigeants d'entreprise n'augmentent pas la durée du travail (en moyenne, bien sûr, car il y a des

différences d'une boîte à une autre), mais ils procèdent à une embauche d'autant plus nécessaire que les effectifs avaient nettement diminués au 2^e trimestre.

En novembre, pour la première fois depuis quatre ans, les industriels, en répondant aux enquêtes, constatent une progression sensible de leurs effectifs. Les offres d'emploi passent de 35.500 en avril à 61.500 fin décembre. Les demandes d'emploi non satisfaites diminuent de 286.000 à 235.000. Mais cela veut dire que, à un moment tout à fait exceptionnel, (on n'est pas près de revoir une telle



augmentation de la demande) il reste encore au moins 400.000 chômeurs.

Les patrons profitent de la situation. L'augmentation de la production leur procure des gains de productivité considérables. (La production en un an a augmenté de près de 10 %, et les effectifs d'environ 1 %), la productivité a donc augmenté de 9 %, donc a peu près comme les salaires, et de plus, les entreprises obtiennent des allègements fiscaux importants ; elles auraient donc pu maintenir leurs prix mais, avec la permission du gouvernement, elles les augmentent. Officiellement les hausses ont été en 1968 de près de 5,3 % du début à la fin de l'année. Mais ceci

serait la situation supportée par une famille qui achèterait exactement ce qui est retenu dans l'indice. Ce qui est rarement le cas. Les indices de la C.F.D.T. et de la C.G.T. sont supérieurs d'environ 1 % parce que certains produits dont les prix ont fortement monté, y occupent une place plus normale.

Rien qu'au 2^e semestre, la hausse a été de 3,1 %. Or, les produits alimentaires, d'après l'I.N.S.E.E., n'auraient monté que de 1,8 %, tandis que les produits industriels eux, auraient renchéri de 2,7 % et les services et tarifs de beaucoup plus encore.

Cette hausse des prix a donc déjà, tout le monde l'admet, annulé de moitié les hausses de Grenelle à la fin de 1968 ; comme on attend une hausse importante pour janvier et février (élévation des impôts indirects), au rendez-vous de mars, la situation sera encore moins bonne.

1968, l'évolution de la consommation des ménages va se trouver modérée par l'effet des hausses de prix acquises et par le maintien d'une forte pression fiscale... Le plus probable est un net ralentissement de la croissance au cours des prochains mois. »

Cet avertissement a de quoi inquiéter. Si le chômage a à peine baissé malgré la prolongation de la scolarité et une activité exceptionnelle, qu'est-ce que ce sera si la production est freinée alors que de tous côtés, gouvernement et patronat, ont pour principal souci de comprimer les effectifs. Des secteurs comme le textile, l'automobile, l'électro-ménager, l'ameublement et d'autres, viennent de connaître un boom, mais après ? A quand les licenciements massifs ? Faut-il retrouver 500.000 chômeurs à la fin de l'année ? Est-ce là l'objectif ?

Pour le gouvernement, c'est à peu près certain ; ce qui l'inquiète le plus, c'est le déficit du commerce extérieur et les sorties de devises ; il ne voit de solution que dans la stabilisation. Mais en même temps, il a peur des conséquences politiques du chômage. Pour tout dire, il ne sait plus du tout quoi faire. Il a cessé d'avoir une politique et même de faire des prévisions.

Chez les patrons, comme d'habitude, on est horriblement perplexe. Pour tout patron, il faudrait freiner les salaires de ses travailleurs, car cela lui coûte et augmenter ceux des autres parce que pour lui ce sont des consommateurs ; l'attitude varie, par conséquent selon les secteurs, la part des salaires dans les dépenses, la nature de la production (produits de consommation ou équipements) et la part des exportations.

Gageons qu'au rendez-vous, ils chercheront surtout à ne pas accepter de décision générale et à renvoyer les négociations de salaires à des discussions par secteur.

Qui décide les hausses de prix ?

Constater celles-ci ne suffit pas ; encore faut-il poser des questions, pourquoi ces hausses ? Qui les a décidées, quelle est la responsabilité du gouvernement, quelles sont les hausses qui améliorent les revenus de certaines catégories (médecins, agriculteurs, services), quelles sont celles qui grossissent les profits ? Les entreprises ne pouvaient-elles pas s'en passer ; que font-elles de ces profits ?

La hausse des prix fait partie du mécanisme de la répartition des revenus, c'est ainsi qu'il faut l'étudier et la critiquer. Le travail des salariés et leur productivité créent des biens nouveaux ; la répartition de ces biens dépendra en grande partie des variations de prix, voilà ce qu'il faut avoir présent à l'esprit avant le rendez-vous de mars. Réclamer des hausses de salaires sans mettre en cause le mécanisme c'est retomber dans le piège de Grenelle ; c'est admettre que le patronat aura toujours le dernier mot.

De leur côté, les patrons ont donc empoché la contrepartie de la hausse des prix, ce qui explique, toujours d'après l'I.N.S.E.E., que « au cours des derniers mois, les trésoreries des entreprises se sont considérablement améliorées par rapport à ce qu'elles étaient fin juin ». Les fameuses tirades sur les pauvres entreprises aculées à la faillite par les hausses de Grenelle, n'étaient donc que des fables, même sans hausses de prix, elles s'en seraient encore sorties et en revanche le pouvoir d'achat des consommateurs n'aurait pas été amputé.

En conclusion de son étude l'I.N.S.E.E. écrit « après la vague exceptionnelle d'achats de la fin

Le massacre des innocents

Rémy Grillault



Collombert

Le plan Mansholt est l'un des thèmes majeurs des discussions qui se déroulent actuellement au sein des organisations agricoles.

Sous son apparente technicité, un grand débat se déroule, dont l'importance ne saurait être négligée par des militants socialistes.

Nous reviendrons encore sur ces problèmes, notamment au travers des commentaires que nous ne manquerons pas de consacrer au Congrès de la F.N.S.E.A.

M. Mansholt a sans doute raison de poser cette année le problème d'ensemble de l'agriculture européenne. Il l'a fait déjà à d'autres époques quand il fallait savoir si la communauté européenne devait avoir ou non une politique agricole et si les produits agricoles devaient être ou non concernés par la politique de Marché commun.

Largement influencées par la conférence de Stresa, ses positions et celles qu'il présentait au nom de la commission, recevaient l'adhésion d'une grande partie des organisations syndicales agricoles, en particulier de celles, qui, comme les jeunes agriculteurs français et italiens, représentaient dans le monde rural, de nouvelles couches sociales.

Conservera-t-il ce soutien aujourd'hui, alors qu'il amorce (sinon lui, au moins la commission) ce qu'il est convenu d'appeler en langage politique élémentaire, un virage savant.

M. Mansholt a sans doute raison de dire qu'on ne peut pas continuer à pratiquer indéfiniment une politique qui consiste à subventionner, donc à encourager la formation d'excédents de production.

Son analyse n'est pas mauvaise. Les « enfants terribles » comme le blé, le sucre et le lait, ne pouvaient pas manquer d'imposer tôt ou tard, une révision difficile du soutien de leurs marchés.

M. Mansholt a sans doute encore raison de croire que dans l'état actuel des structures d'exploitation, il est vain de vouloir maîtriser l'orientation des productions, et qu'il faut réaliser tôt ou tard, des ensembles suffisamment importants.

Constater comme il le fait que la moitié des agriculteurs ont plus de 57 ans, que 80 % des exploitations ont moins de 10 vaches, et que cinq millions d'agriculteurs partiront d'ici 1980, n'a rien de bien encourageant pour celui qui est chargé non seulement de prévoir, mais aussi de gouverner l'agriculture européenne.

Sans doute a-t-il raison de vouloir fixer au moins à une époque, 1975-1980, une étape importante de la modernisation de l'agriculture européenne.

Mais beaucoup de choses manquent dans le mémorandum pour qu'il emporte les adhésions qu'avaient obtenues les précédents « rapports Mansholt ».

Ce n'est sans doute pas la faute du vice-président de la commission si celle-ci n'a pas pu se mettre d'accord sur la politique foncière ni sur la politique financière.

On peut croire que dans ces deux domaines, le ministre avait là aussi des idées novatrices. Mais ce n'est pas la première fois que cela arrive à de semblables propositions et c'est une des plus grandes inquiétudes qu'on peut avoir : *qu'il n'y ait jamais de politique foncière et pas d'ici longtemps, de politique financière !* On peut craindre déjà qu'après des mois, peut-être des années de négociations, ne soient retenus du mémorandum, que les aspects les plus négatifs, c'est-à-dire par exemple, que les affirmations concernant la dimension des exploitations servent de prétexte au démantèlement des politiques nationales d'organisation des structures, sans qu'aucune mesure positive ne vienne constituer une véritable contrepartie.

Des contradictions importantes

Mais il y a plus grave encore. Des pays comme la France et l'Italie, dont beaucoup de régions ne se moderniseront jamais, si on renonce à une politique d'expansion, ont sans doute le droit de se demander s'il ne convenait pas de poser le problème des marchés internationaux.

On peut reconnaître que nous sommes contraints de freiner à cause des marchés une partie de nos productions. On peut admettre que ce n'est pas demain que l'ordre régnera sur les grands marchés internationaux. Mais, justement, c'était bien pour pouvoir faire le poids dans les discussions, face aux géants de l'Est et de l'Ouest que tant d'Européens avaient désiré l'unité du continent.

Il n'est pas très normal que l'Europe unie accepte ou paraisse accepter la domination des Etats-Unis et des pays du Commonwealth sur les marchés des produits agricoles.

Il faudrait dire à Bruxelles, et à défaut à Paris ou à Rome, que l'agriculture européenne a sans doute des droits à l'expansion, et il serait tout de même très important de les voir reconnus au départ d'une nouvelle orientation politique.

Et puis, c'est finalement une fameuse contradiction que de rechercher à la fois une limitation des productions et une baisse des prix

Une limitation des productions peut être acceptée par des producteurs si on offre en échange des garanties de revenu.

La baisse des prix ou la recherche de prix moins élevés peut se justifier pour conquérir de nouveaux marchés. Pas les deux à la fois.

Seconde contradiction : « la modernisation des structures des exploitations peut être un facteur d'augmentation de la production ». On s'en serait douté. La commission propose donc le « gel », l'abandon d'au moins cinq millions d'hectares, soit deux fois la superficie de la Belgique, pour tempérer (compenser) cette augmentation.

Ce qui n'empêche pas M. Mansholt de déclarer : « qu'il est particulièrement important que soit évitée la création de régions vides de population... tout en reconnaissant que dans certaines d'entre elles, le choix sera bien souvent limité, ou bien rester dans une agriculture improductive, ou bien émigrer dans des régions lointaines ». On n'est pas plus avancé.

Des affirmations discutables

Lorsque M. Mansholt déclare que deux millions et demi d'agriculteurs devront changer de métier, il serait exagéré de voir en lui le « massacreur de petits exploitants » que beaucoup de démagogues ne vont pas tarder à dénoncer. Les prévisions des gouvernements sont encore plus pessimistes bien qu'elles ne s'expriment pas si brutalement ni si fréquemment.

Il ne dit pas : « il faut que » (les petits disparaissent), il dit : « les petits agriculteurs disparaissent, c'est un fait ». Tous ne trouvent pas facilement un emploi non agricole, et il faut les aider. Ce serait sans doute possible si comme il l'affirme ensuite « le progrès technique a donné et continue de donner une "vigoureuse impulsion" à l'expansion industrielle » (sic) et au progrès social (resic).

Pour la France au moins, M. Montjoie, commissaire au Plan, n'est pas de cet avis, quand il déclare :

« Un renforcement des structures de l'industrie française s'est sans doute amorcé depuis plusieurs années, mais le retard acquis par rapport aux principaux concurrents étrangers, ne semble pas s'être résorbé : la dimension moyenne des entreprises françaises reste faible... »

« Parallèlement, les moyens consacrés par les entreprises à la recherche et au développement sont encore insuffisants et les échanges de licences sont fortement déséquilibrés dans de nombreuses branches... »

« En définitive, la trop faible rentabilité de notre industrie résume les autres handicaps, etc. »

Dans ces conditions, comment peut-on accélérer l'exode rural ? Toutes les politiques de tous les Etats européens en matière de structures, étaient basées jusqu'à maintenant sur le principe que l'exode rural ne devait pas être stimulé plus, que l'expansion industrielle ne le permettait.

Enfin, M. Mansholt abandonne assez légèrement ces exploitations familiales : exploitation père-fils. Exploitation à deux unités de travailleurs. Toutes disparaissent dans la même condamnation. C'est maintenant l'exploitation agricole moderne (pluri ou multifamiliale) qui aura les faveurs de la communauté.

Mais le traitement n'est pas égal entre ceux qui partent et ceux qui restent. Ceux qui partent méritent « des efforts particuliers ». « Cette évolution ne peut être abandonnée au libre jeu des forces qui meuvent notre société, si l'on veut prévenir des catastrophes sociales ». Une petite chance pour que les agriculteurs mutants soient un peu mieux traités que les Portugais ou les Nord-Africains. (Au fait, pourquoi ne pas parler de ce problème de l'immigration ?). Pourquoi les entreprises capitalistes industrielles ou agricoles pourraient-elles librement importer de la main-d'œuvre bon marché ?

La théorie et la pratique

Ceux qui resteront en agriculture et voudront s'associer bénéficieront d'aides importantes. Tout sera fait pour augmenter la mobilité des terres. Mais bien entendu, rien ne sera entrepris pour aider les exploitants à s'associer.

Voici la théorie : « Ces exploitations agricoles modernes peuvent résulter aussi bien de l'agrandissement d'une seule exploitation que de la réunion de plusieurs exploitations créant une entreprise plurifamiliale.

« Toutes ces exploitations devront répondre à des conditions en ce qui concerne la main-d'œuvre en vue d'assurer de bonnes conditions sociales. Comment pourrions-nous aboutir à la création de telles exploitations ? »

Voici maintenant la pratique (et la réponse à la question précédente) :

« Une chose est évidente : ce doit être le résultat de la libre initiative des agriculteurs. »

« Les pouvoirs publics ne doivent pas faire de discrimination entre ces exploitations, qu'elles tirent leur origine des efforts d'une seule exploitation ou de la conjonction de deux, de plusieurs. »

Des mesures devront être prises en vue de favoriser cette évolution :

- par l'octroi d'une aide de démarrage aux nouvelles exploitations : les Entreprises agricoles modernes (E.A.M.), de 5.000 dollars ;
- par une aide aux investissements de 30 % de moyenne (à l'exclusion du matériel roulant et du cheptel vif (pourquoi ?) ;
- par des garanties de crédit, etc.



A.F.P.

Il faudra tenir compte des besoins régionaux. La priorité devra être accordée aux régions qui ont les plus grands besoins...

D'ici à 1975, les subventions devront être concentrées de plus en plus sur les exploitations agricoles modernes. Après 1975, elles leur seront entièrement réservées...

« Plus loin, il est dit évidemment, que l'E.A.M. peut résulter de la fusion d'une partie des activités de plusieurs agriculteurs, lesquels continueront leurs autres activités. Cela ne donne pas cependant une réponse définitive au problème du revenu. »

Voilà : nous sommes prévenus. Pas une seule référence à la coopération. L'agriculture de groupe, tarte à la crème de ces dernières années, disparaît sans laisser d'adresse. (La coopération serait-elle une solution périmée ?).

Le CO.GE.CA. (Comité européen de la coopération agricole) peut bien déclarer que certains problèmes de structures pouvaient être réglés par la coopération. Cela n'intéresse plus personne.

Et pourtant, c'est bien là que se trouve la solution. L'exploitation agricole moderne cela pourrait, cela devrait être l'exploitation coopérative qui intègre totalement les activités de dix, vingt, cinquante exploitations depuis le travail et l'équipement jusqu'à la production et la com-

mercialisation. Cette solution donnerait à la collectivité aussi bien, la maîtrise de l'orientation des productions. Cette maîtrise, elle la partagerait toutefois avec les travailleurs de l'agriculture. Cette solution donnerait au moins la certitude que les évolutions sociales nécessaires se fassent bien.

Cette solution qui ferait de la deuxième agriculture et non de la première, le secteur pilote, aurait bien d'autres avantages. Elle couperait court à la spéculation que la course aux dimensions optima, la chasse aux primes et aux subventions ne peut pas manquer de développer.

Elle éviterait de voir poser dans cinq ou dix ans, les mêmes problèmes, dans les mêmes conditions (aggravées).

Aujourd'hui, les « petites exploitations » ont cinquante hectares (1). Demain, cent cinquante ou deux cents. Il faut que les petits et moyens exploitants soient aidés, encouragés à choisir le secteur de l'agriculture coopérative.

C'est cela la solution. Une solution digne d'un M. Mansholt qui ne devrait pas oublier qu'il a été ministre socialiste dans des gouvernements socialistes et que l'agriculture de son pays a été un modèle, à cause de cela.

En choisissant cette voie, M. Mansholt ferait également acte de jus-

tice. S'il y a aujourd'hui une communauté européenne, une agriculture qui participe et qui collabore (parfois un peu trop) à l'évolution, à qui le doit-il ? Il le doit à ces couches socio-professionnelles qui ont le plus combattu pour une agriculture moderne, à ces organisations de jeunes agriculteurs, de fermiers et de métayers, d'ouvriers agricoles, qui ont cru en la construction d'une Europe plus humaine que les anciennes patries.

En faisant ce choix, il éviterait de laisser se perpétuer la destruction des classes de paysans travailleurs, qui refusent depuis toujours l'injustice capitaliste. Il éviterait un véritable « massacre des innocents » parce qu'en définitive, ce ne sont pas des agriculteurs-là qui ont demandé qu'on poursuive une politique aberrante des marchés et des prix. Ce ne sont pas ces agriculteurs-là, qui ont refusé les réformes foncières, la reconnaissance de la liberté d'exploiter, la propriété des investissements. Ce ne sont pas ceux-là qui détruisent la coopération, la mutualité, le crédit.

Paradoxalement, à ceux qui croient encore aujourd'hui (à tort) à la collectivisation, au kolkhoze, c'est à ceux-là que M. Mansholt offre en cadeau de Noël, ce nouveau massacre des innocents. □

(1) Rappelons que la moyenne des exploitations françaises a 16 hectares.

La guerre ou la paix le plus court chemin ?

Manuel Bridier

La situation au Moyen-Orient s'aggrave de jour en jour. Comme il était prévisible, le cycle infernal de l'occupation, de la résistance et de la répression conduit à une surenchère dont les puissances extérieures — les plus grandes et les moyennes — commencent à s'inquiéter, après avoir tout fait pour jeter l'huile sur le feu et pour prendre chacune des gages dans une région dont l'importance économique et stratégique dépasse de loin, à leurs yeux, le conflit local entre deux peuples de Palestine.

Quel que soit, pourtant, le caractère spectaculaire des événements, les données fondamentales du problème n'ont pas changé. Légitimité de la résistance patriotique arabe et de la défense nationale israélienne, condamnation des attentats contre des civils et de la répression collective : tous ces jugements contradictoires ne font que répéter indéfiniment la contradiction première, qui est le conflit de deux causes justes, la juxtaposition apparemment impossible du fait national israélien — contestable dans ses origines mais irréversible dans ses conséquences — et du fait national palestinien, dont l'affirmation croissante est peut-être la seule nouveauté, pour ceux du moins qui préféreraient naguère l'ignorer.

La fin et les moyens

Nous avons, il y a quelques semaines, rappelé ici même la position de notre parti, telle qu'elle résulte d'un vote unanime de son cinquième congrès. Les critiques nombreuses que nous a valu cet article n'ont pas été une surprise. Pour les uns, nous sommes coupables de ne pas soutenir sans réserve un petit peuple menacé. Pour les autres, nous avons le tort de ne pas nous engager complètement aux côtés des Palestiniens pour la disparition d'un Etat colonialiste. Les uns et les autres sont d'accord pour regretter l'ambiguïté de nos positions.

Quant à moi, je tiens à le dire nettement aux uns et aux autres, leurs objections contradictoires me paraissent confirmer que cette position est aujourd'hui la seule possible et par conséquent la seule juste. Ce qu'ils appellent notre ambiguïté n'est que le reflet objectif de la réalité elle-même dans sa complexité.

Au demeurant, il est vrai que le problème ne se pose pas en termes juridiques ou moraux, ni même en termes historiques, mais en termes politiques. Si l'on est d'accord sur l'objectif final — qui est la coexistence des Palestiniens d'origine arabe et d'origine juive pour un développement so-

cialiste du Moyen-Orient — il s'agit de savoir quel est le meilleur moyen pour y parvenir, celui d'une paix — fût-elle de compromis — ou celui d'une guerre à outrance.

Le temps n'est pas un allié

Du côté israélien, il est clair que les opinions sont partagées, non seulement dans le pays, mais au sein même

sur les objectifs de la résistance palestinienne elle-même.

Entre les deux, une partie importante de l'opinion publique — israélienne et mondiale — se persuade que les choses peuvent continuer, que le monde est plein de problèmes non résolus, de la Corée à Berlin, sans que l'incendie s'étende pour autant. Ils se disent qu'on peut laisser pourrir impunément la situation en attendant qu'elle soit mûre, sans trop se demander, d'ailleurs, ce que cette « maturité » voudrait dire.



A.F.P.

du gouvernement, dont les membres multiplient les déclarations divergentes.

Les partisans du Grand Israël, les héritiers du groupe Stern et de Deis Yassin, voient dans l'aggravation de la guerre le moyen d'écraser pour longtemps toute résistance arabe, d'annexer les territoires occupés, de conquérir l'espace nécessaire à une nouvelle « alya », une émigration juive massive capable, selon eux, de modifier durablement le rapport des forces. Les partisans de la négociation, de leur côté, souhaitent l'évacuation des territoires occupés, la sécurité des frontières, la coexistence pacifique, mais ils sont gênés, dans leurs propositions pratiques, aussi bien par la pression des milieux militaristes et cléricaux en Israël que par l'incertitude qui pèse

Nous pensons au contraire que le pourrissement de la situation ne peut être que négatif. Même si le désir évident d'un marchandage mondial entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique rend pour l'instant peu probable un conflit mondial, le risque d'une fausse manœuvre n'en est pas moins permanent. Quant aux effets de la guerre sur la situation intérieure israélienne, il n'est pas nécessaire d'y insister. Tout ce qui renforce la clique militaire et cléricale tourne le dos aux aspirations socialistes des premiers pionniers et tend à faire d'Israël un ghetto fortifié, de plus en plus dépendant des aides extérieures, avec tout ce que cela implique pour ses structures politiques et pour son économie.

Pour une Palestine binationale

Du côté arabe, les gouvernements hésitent, souhaitent la réouverture du canal de Suez et la reprise du tourisme, tout en sachant que leur marge de négociation est mince et que le risque est grand d'être désavoués. Pour la résistance palestinienne, le problème paraît plus simple. Toute idée de négociation et de reconnaissance d'Israël est officiellement exclue. C'est la guerre révolutionnaire qui doit abolir l'existence de l'Etat sioniste israélien tout en renversant du même coup les dirigeants arabes, réactionnaires et féodaux.

On a lu récemment dans « Tribune Socialiste » une interview des représentants d'El Fatah à la conférence du Caire. Les objectifs de la résistance palestinienne y étaient clairement définis.

Nous ne voulons pas, disent ces militants, chasser les Juifs du Moyen-Orient. Ce que nous combattons, c'est l'existence d'un Etat juif en tant que tel, installé sur des terres arrachées au peuple arabe, même si certaines ont été naguère achetées à leurs pro-

priétaires absentéistes. Ce que nous ferons à la place, c'est un Etat palestinien, démocratique et laïc, dans lequel Juifs et Arabes auront les mêmes droits et les mêmes devoirs.

Ce programme d'un Etat palestinien binational rejoint à bien des égards les thèses développées avant la guerre de 1939 par les militants socialistes de gauche de la communauté juive et notamment par le Mappam. Pour que les thèses se rejoignent il faudrait cependant préciser — ce qui est notre propre thèse, non seulement pour le Moyen-Orient mais pour le monde entier — que les minorités ethniques, nationales ou religieuses ne sauraient être soumises à la dictature de la majorité, ce qui ren-



A.F.P.

draît illusoire toute garantie accordée, mais doivent disposer d'une représentation politique propre, dans un système fédéral, même s'il n'implique pas nécessairement une partition territoriale.

A cette précision près, l'idée d'une Palestine binationale nous a toujours semblé la solution la meilleure du conflit judéo-arabe. Elle est une base possible de rapprochement entre les forces progressistes de part et d'autre.

Notre divergence — et ma propre divergence avec certains camarades dans notre parti — porte aujourd'hui sur la possibilité pratique et sur les moyens efficaces pour faire avancer cette solution.

Une guerre révolutionnaire ?

Il s'agit de savoir, pratiquement, si le développement de la lutte armée des Palestiniens conduit, comme ils le pensent et comme le croient certains de nos camarades, à la réalisation de tels objectifs.

La première question est évidemment celle des chances d'une issue victorieuse, mais ce n'est qu'en apparence la principale. Tous les combattants des guerres de résistance et des guerres révolutionnaires savent qu'ils doivent compter sur une lutte longue et difficile. Ils attendent le succès de la désagrégation intérieure chez l'adversaire plutôt que des péripéties militaires proprement dites.

La question principale est alors celle des conséquences et des perspectives possibles d'une telle guerre, comportant nécessairement tous les aspects ambigus et difficilement contrôlables du terrorisme. Indépendamment des risques d'internationalisation, qui en changeraient radicalement le caractère, peut-on penser qu'à la fin d'une telle épreuve les conditions seraient réalisées d'une coexistence entre les deux peuples ? Peut-on même penser que les éléments progressistes arabes, sincèrement partisans d'une telle expérience, seraient alors en mesure de la faire accepter par leurs propres compatriotes ?

Déjà, au temps de la guerre d'Algérie, nous disputons sur le caractère

de la lutte menée par le peuple algérien. Les uns parlaient de « révolution », les autres de « guerre nationale de libération ». Je crois, pour ma part, que la distinction est capitale et que l'on prend son désir pour des réalités en qualifiant les guerres d'indépendance de guerres révolutionnaires. Toute l'histoire du Tiers monde depuis dix ans nous montre au contraire que les mouvements de libération sont des fronts, au sein desquels la minorité révolutionnaire joue actuellement un rôle de premier plan dans la phase active, mais dont les contradictions éclatent ensuite, laissant place à de nouveaux affrontements.

L'étape de la paix

C'est dans une telle perspective que le problème de la paix peut être posé. L'objectif d'un Etat binational unique restant inchangé, ne peut-on concevoir que sa réalisation passe par une étape provisoire de partage territorial, le développement des contradictions internes et de la lutte des classes à l'intérieur des deux nations créant ensuite les conditions de leur unification ?

Il est compréhensible que cette hypothèse paraisse aujourd'hui inacceptable aux patriotes palestiniens. Il faut bien voir cependant qu'elle n'est pas incompatible avec une ligne révolutionnaire. L'action armée n'est pas une fin en soi. Positive pour obtenir un succès ou pour peser sur une décision, elle peut laisser place à d'autres méthodes, si le compromis positif ouvre des possibilités nouvelles de lutte politique. Il ne viendrait à l'idée de personne, d'aucun marxiste en tout cas, de considérer que les Vietnamiens ont trahi la révolution en signant les accords de Genève ou en négociant aujourd'hui avec les Américains.

De même, au Moyen-Orient, alors que l'on voit mal sur quoi peut déboucher la poursuite du conflit, l'exploitation politique d'un compromis ne paraît pas impossible.

La résolution de notre cinquième congrès énumérait quelques points essentiels d'un tel compromis, chacun de ces points étant, cela va sans dire, indissoluble des autres :

a) évacuation par Israël des territoires occupés et renonciation à toute annexion territoriale ;

b) reconnaissance d'une entité nationale palestinienne et règlement du problème des réfugiés ;

c) reconnaissance de l'Etat d'Israël dans la limite des frontières définies par les Nations Unies ;

d) liberté de navigation dans le canal de Suez et le détroit de Tiran et libre accès à la Méditerranée pour les pays arabes non côtiers ;

e) garantie du statut des minorités arabes en Israël et des minorités juives dans les pays arabes ;

f) réalisation d'un programme régional de développement économique avec l'aide des Nations Unies.

L'aggravation du conflit peut donner une actualité nouvelle à la négociation qui n'est plus aujourd'hui seulement

l'affaire des Etats mais l'affaire des peuples et dont la résistance palestinienne est devenue l'élément décisif, à la fois principal obstacle et pierre de touche d'une entente possible. Les pressions extérieures ne sauraient imposer une solution, mais elles peuvent être utiles si elles créent les conditions d'une ouverture, dont les formes juridiques importent aussi peu que le découpage des tables pourvu qu'elles permettent d'amorcer une « désescalade ».

Loin de marquer un recul des forces progressistes une telle solution permettrait de relâcher la mainmise des impérialistes (aussi bien sur l'Arabie Séoudite ou sur Koweït que sur Israël), de rompre les solidarités artificielles qui lient les peuples, de part et d'autre, aux éléments les plus réactionnaires des classes exploiteuses et de conduire à l'unification du Moyen-Orient par la voie révolutionnaire de la lutte des classes, par-delà la lutte des nations. □

LIBRAIRIE T.S. (ouverte de 9 h à 19 h sans interruption ; le samedi, de 9 h à 12 h)

EDITIONS OUVRIERES

— LA REDUCTION DU TEMPS DU TRAVAIL (J.-L. Bodiguel) 26,00

EDITIONS DU SEUIL

— LA C.G.T. (André Barjonet) 4,50
 — COMBATS ETUDIANTS DANS LE MONDE 15,00
 — LES COMMUNISTES FRANÇAIS (Annie Kriegel) 7,50
 — LE MOUVEMENT DE MAI OU LE COMMUNISME UTOPIQUE (Alain Touraine) 21,00
 — LE SOCIALISME DIFFICILE (André Gorz) 16,00
 — LE THEATRE HORS LES MURS (Ph. Madral) 6,00

EDITIONS ANTHROPOS

— L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME (N. Boukharine) .. 15,00
 — MARX ET ENGELS (Conférence faite aux cours de marxisme près l'Académie socialiste 1922 - D. Riazanov) 15,00
 — LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE (N. Boukharine) .. 20,00

EDITIONS MASPERO

— LIRE LE CAPITAL (L. Althusser - E. Balibar)
 Tome I 6,15
 Tome II 6,15
 — A.B.C. DU COMMUNISME (N. Boukharine - E. Préobrajensky)
 Tome I 6,15
 Tome II 6,15
 — MAI 68, UNE REPETITION GENERALE (Bensaïd et Weber) 8,90
 — PLANIFICATION ET CROISSANCE ACCELEREE (Bettelheim) 6,15
 — ECONOMIE POLITIQUE DE LA CROISSANCE (Baran) 24,65

EDITIONS JULLIARD

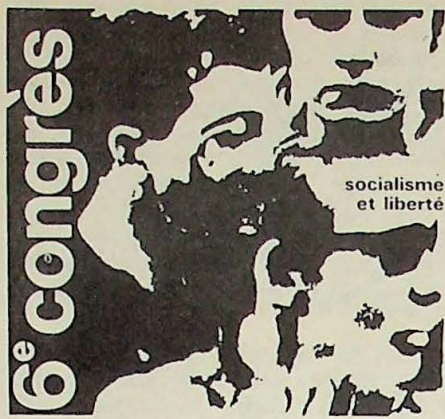
— LE LAMINAGE CONTINU (Pierre Belleville) 20,70

EDITIONS SOCIALES

— LE MANIFESTE de Marx et Engels 2,10
 — LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE (Engels) 3,65
 — L'IDEOLOGIE ALLEMANDE (Marx et Engels) 3,65
 — LA GUERRE CIVILE EN FRANCE - 1871 (Marx) 3,65
 — L'IMPERIALISME, STADE SUPREME DU CAPITALISME (Lénine) .. 3,00



LIBRAIRIE
 TRIBUNE SOCIALISTE
 54, boulevard Garibaldi
 Paris-15° C.C.P. 58 26 65



Marxisme - léninisme ou social - démocratie : il faut choisir

Emmanuel Terray

Les thèses soumises par la direction du parti à la discussion des militants nous semblent, malgré leur apparente précision, esquiver le problème principal qu'affronte aujourd'hui le parti.

Quel est ce problème ? Les événements de mai ont montré, d'une part, que les dirigeants du P.C.F. ont tiré les conséquences politiques de leur révisionnisme idéologique et théorique, et qu'ils sont entièrement passés à l'opportunisme ; ils ont montré, d'autre part, que ces dirigeants conservent assez d'emprise sur la classe ouvrière pour être en mesure de faire échouer toute tentative révolutionnaire de conquête du pouvoir. Si l'on accepte l'idée que la classe ouvrière est la force principale de la lutte contre le capitalisme, la tâche prioritaire est aujourd'hui d'arracher la classe ouvrière à l'influence des dirigeants du P.C.F.

Or on peut attaquer les dirigeants du P.C.F. à partir de deux positions radicalement différentes ; on peut faire de leurs thèses et de leurs comportements une critique de droite et une critique de gauche.

La critique de droite consiste à devancer les dirigeants du P.C.F. sur la voie où ils sont engagés. Sur le plan théorique, elle transforme le marxisme en une vague philosophie humaniste dont la notion centrale est celle d'aliénation. Sur le plan de l'analyse sociale, elle développe un ensemble de thèses de style technocratique et moderniste : nous entrerions dans un nouveau stade du capitalisme, le capitalisme monopoliste d'Etat ; celui-ci serait capable de nous conduire à la société de consommation ; pour lutter contre lui, il faudrait s'attaquer moins à l'Etat qu'à ceux qui le contrôlent, c'est-à-dire aux monopoles, donc conquérir les uns après les autres les « pôles de décision » économiques. La direction de cette lutte devrait être partagée entre la classe ouvrière et les ingénieurs, cadres, universitaires, chercheurs, etc. : en effet, la science étant devenue une force productive directe, les « travailleurs scientifiques » sont du même coup devenus des producteurs directs, capables autant que les ouvriers de conduire le combat révolutionnaire. Enfin, la critique de droite affirme que dans un pays capitaliste développé, le passage au socialisme ne peut être que pacifique, voire électoral, et, sous couleur de renoncer au parti unique, elle abandonne en fait la thèse selon laquelle, après conquête du pouvoir, une dictature du prolétariat sera nécessaire pour mettre en échec les tentatives de restauration du capitalisme.

Quant à la critique de gauche, il faut d'abord préciser que malgré les apparences, elle ne doit rien aux thèses répétées depuis plusieurs décennies par nos camarades trotskystes. Ceux-ci voient dans « la bureaucratie » la

source unique des maux dont souffre le mouvement ouvrier. « Renversons les bureaucrates, disent-ils, et tous les problèmes seront résolus. » Mais leur bataille contre les bureaucraties se confond chaque jour davantage avec la bataille des anarchistes contre toute forme d'organisation. On commence par critiquer la bureaucratie, et on finit par contester la nécessité d'un parti d'avant-garde assurant la direction politique des luttes. On fait ainsi le jeu des tendances petites-bourgeoises qui ont tant freiné par le passé le développement du mouvement ouvrier français.

En fait, la critique de gauche consiste simplement à rappeler les principes fondamentaux du marxisme-léninisme ; à réaffirmer le caractère scientifique du matérialisme historique et à empêcher sa métamorphose en idéologie petite-bourgeoise ; à montrer que le capitalisme n'a pas changé de nature, que les principaux procès qui le caractérisent — l'exploitation des travailleurs, la concurrence entre les capitalistes, la concentration du capital, etc., se poursuivent à une échelle jusqu'à présent inconnue ; à souligner que la révolution commence par la conquête du pouvoir politique et la destruction de l'Etat bourgeois ; que la classe ouvrière reste la force décisive du combat révolutionnaire. La critique de gauche maintient fermement les principes léninistes en matière d'organisation : nécessité d'un parti d'avant-garde fondé sur le centralisme démocratique. Elle rejette enfin toutes les illusions concernant la possibilité d'un passage pacifique au socialisme et l'inutilité de la dictature du prolétariat.

On remarquera que la même analyse peut être conduite à l'échelle mondiale. L'intervention soviétique à Prague marque le passage de l'U.R.S.S. à ce que l'on pourrait appeler le social-impérialisme, qui n'est qu'une variante de l'impérialisme tout court. Mais de cette dégénérescence de l'Etat soviétique, deux critiques peuvent être faites : l'une de droite, yougoslave ou tchécoslovaque, mettant l'accent sur les libertés formelles chères aux intellectuels petits-bourgeois et sur une réforme économique visant à rétablir les lois du marché et à rendre au profit son rôle déterminant ; l'autre, de gauche, dont les 25 points du Parti Communiste Chinois sont l'expression la plus claire.

Entre ces deux critiques, un choix est nécessaire et inéluctable. La première mène en effet à la création d'une vaste social-démocratie de « gauche » qui, au mieux, deviendra un parti réformiste avec réformes, analogue au Labour Party de 1945. L'autre conduit à la reconstitution d'un grand parti marxiste-léniniste visant à la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat. Les organisations marxistes-léninistes existantes ne préfigurent que de très loin et de façon déformée ce futur parti, dont la création peut et doit être préparée dans des secteurs très divers du mouvement

ouvrier français, et en particulier dans le P.S.U. Or, le P.S.U. n'a pas choisi entre ces deux critiques, d'où l'ambiguïté de sa position actuelle : tandis que certaines de ses pratiques — la part qu'il a prise au mouvement de mai, le soutien qu'il accorde à la lutte des lycéens, l'appui qu'il apporte aux combattants vietnamiens et palestiniens — vont dans le sens de la critique de gauche, la plupart de ses analyses — sur les transformations du capitalisme, la nature du pouvoir dans la société bourgeoise, le rôle des cadres, etc. — correspondent à la critique de droite. Cette ambiguïté provoque un malaise aussi bien chez les militants « de gauche », auxquels le parti ne fournit pas les justifications politiques qui permettraient d'éclairer leur pratique que chez les militants « de droite », qui observent avec une irritation croissante le décalage entre les

analyses du parti et son comportement réel.

Ce malaise ne sera surmonté ni par la fausse unanimité des thèses, qui esquivent le débat au profit d'une prétendue troisième voie, dont nous montrerons bientôt le caractère illusoire, ni par la reconstitution de tendances avec tout leur cortège de manipulations bureaucratiques. C'est pourquoi nous n'avons pas l'intention de former une fraction, d'opposer un texte aux thèses de la direction du parti, et de nous porter candidats sur cette base à quelque responsabilité que ce soit : imaginer que des problèmes de cette nature pourraient être résolus par des votes de congrès, ce serait céder au crétinisme parlementaire. Nous nous en tiendrons donc à quelques amendements qui nous permettront de défendre nos thèses.

En revanche, nous demandons qu'à l'occasion du congrès une large discussion s'ouvre sur les questions soulevées ici ; qu'en attendant celles des pratiques du parti qui correspondent à la critique de gauche soient développées et accentuées ; qu'enfin les alliances du parti préparent la naissance de ce grand parti marxiste-léniniste que nous avons à construire ; autrement dit qu'une lutte résolue soit engagée contre la social-démocratie de gauche sous toutes ses formes, et que les organisations et militants marxistes-léninistes soient pour nous des alliés privilégiés. □

Du débat idéologique à la campagne du référendum

Gilles Martinet

La position que le bureau national vient de prendre sur le prochain référendum donne un nouvel éclairage à la discussion du congrès.

Jusqu'à présent, les membres du parti avaient à étudier un ensemble de textes portant sur un nombre considérable de problèmes. Nous avons trop souvent critiqué le caractère formel des méthodes démocratiques traditionnelles pour ne pas mesurer les inconvénients d'une telle procédure. Il aurait fallu en vérité, qu'un débat préalable — non limité aux organismes dirigeants du parti — permette de cerner les points essentiels sur lesquels il était indispensable de trancher. On aurait pu ainsi aller au fond des choses, diffuser plus d'éléments d'information et donner aux militants la possibilité de se prononcer en connaissance de cause.

Aussi n'est-il pas surprenant que devant cet amas de questions et ce méli-mélo de positions dites idéologiques, un grand nombre de camarades aient cherché à savoir quelles pouvaient être les implications pratiques des « thèses » qu'on leur soumettait. Les voici maintenant satisfaits. Le mot d'ordre du boycott est en effet sur le plan de l'action politique l'expression directe du flottement dont le bureau national a fait preuve sur le plan de la doctrine.

Les mérites ou les résultats

Le mot d'ordre de boycott — qu'il s'agisse de l'abstention, du vote blanc ou nul — n'est pas en soi un mot d'ordre absurde. Il pouvait même constituer dans le cas qui nous intéresse une bonne riposte à l'opération montée par le régime. Cela méritait en tout cas une discussion et non les attaques injurieuses lancées par le parti communiste dès que l'idée a été évoquée.

Mais l'objectif du boycott — démontrer qu'une fraction considérable du peuple et si possible sa majorité refuse de participer à un jeu truqué — ne peut être atteint que si toute la gauche l'accepte et fait campagne pour le réaliser. A partir du moment où le parti communiste, la S.F.I.O., les clubs, etc. se prononcent pour le « non », le boycott devient soit une entreprise confuse (dans le cas de l'abstention car bon nombre d'électeurs feront simplement preuve d'indifférence et une partie des « centristes » donneront la même consigne), soit une opération de portée très réduite (car chacun admet que le vote blanc ne peut concerner que quelques centaines de milliers d'électeurs et non des millions).

Il est vrai qu'en 1962, le P.S.U. a appelé à déposer des bulletins nuls dans l'urne. Mais il s'agissait alors

d'enlever des voix aux « oui ». Aujourd'hui, le résultat serait de diminuer le pourcentage des « non ». Cela fait une énorme différence. Dans un cas on prenait appui sur un courant d'opposition radicale au régime (qui existait notamment dans l'électorat communiste), dans l'autre on risque de se placer dans une position singulièrement ambiguë.

Aux yeux des « masses » dont nous parlons avec tant de facilité, nous apparaîtrions, dans le meilleur des cas, comme un parti plus soucieux de se différencier des autres que de provoquer un changement de situation, plus désireux d'acquiescer des mérites que d'obtenir des résultats.

Si le « non » l'emportait

De toute manière, nous dit-on, la victoire des « non » n'aurait guère d'importance. Elle ne serait pas « significative ».

Comment peut-on s'aveugler à ce point ? Une victoire des « non » provoquerait une crise au sein de la coalition gouvernementale. Elle encouragerait toutes les forces de l'opposition. Les luttes sociales — y compris les luttes universitaires — en recevraient une nouvelle impulsion. Si, à l'inverse, les « oui » l'emportaient trop nettement sur les « non » (même avec beaucoup d'abstentions), le régime en serait consolidé, les travailleurs peu encouragés à agir et une nouvelle vague de démocratisation gagnerait toute la gauche.

Pour l'instant, les pronostics sont incertains. Les dirigeants du régime sont inquiets. Ils n'excluent pas l'hypothèse d'une défaite. Allons-nous leur venir en aide sous le prétexte que nous ne nous intéressons qu'à l'alternative socialiste ? Pouvons-nous penser sérieusement que le fait de voter « non » nous empêcherait de développer nos propres positions et de dire clairement que nous sommes contre le Sénat et pour une réforme démocratique régionale ? Ne vaut-il pas mieux enfin qu'une fausse réforme soit écartée afin de laisser le champ libre à la création de véritables structures régionales ?

La prise de position du bureau national représente une fuite devant les responsabilités politiques qui sont les nôtres et cette fuite ne s'explique que par l'incertitude dont ce même bureau national fait preuve à l'égard des choix idéologiques que nous sommes désormais obligés de faire.

Nouveaux problèmes et vieilles idéologies

La révolution de mai a mis en lumière à la fois la force et la faiblesse du P.S.U. De tous les partis français, il était le seul à avoir véritablement perçu les craquements qui se produisaient à l'intérieur d'un système en apparence prospère et solide, le seul à avoir osé affirmer l'actualité des solutions socialistes. Mais comme il n'avait pas de position doctrinale cohérente et que ses efforts s'étaient surtout portés sur l'élaboration d'un programme, il ne pouvait fournir les thèmes idéologiques dont les éléments les plus combattifs du mouvement avaient besoin. Ceux-ci ont dû les prendre là où ils pouvaient seulement les trouver, c'est-à-dire dans la tradition des oppositions communistes, dans le léninisme revu et corrigé par les révolutionnaires du tiers monde et dans le vieil arsenal libertaire. C'est ainsi que la résurgence d'anciennes idéologies nées dans des circonstances tout à fait différentes, a masqué

en partie la signification profonde d'une explosion sociale révélatrice de toutes les contradictions du monde industriel moderne.

La nécessité de rétablir les choses et d'élaborer notre propre doctrine s'est donc fait très vite sentir et la décision prise par le conseil politique national d'ouvrir un débat à ce sujet était parfaitement justifiée. Cette entreprise était cependant pleine de difficultés et — n'hésitons pas à le dire — peu compatible avec les courts délais qu'implique la préparation d'un congrès.

Pas de compromis en matière doctrinale

Il ne s'agissait pas en effet simplement de soumettre au feu de la critique les différentes idéologies socialistes (c'est-à-dire des systèmes de représentation non dépourvus de ces éléments utopiques ou mythiques dont toute force sociale a besoin pour agir), mais de réapprécier l'acquis scientifique (datant en vérité de Marx) à partir duquel ces idéologies s'étaient développées. Cela impliquait et l'analyse de l'évolution du néo-capitalisme et celle des transformations en cours dans les pays du monde communiste.

Or si, compte tenu des défauts inhérents à tout texte de congrès, les rédacteurs des « thèses » ont assez bien amorcé la première analyse (thèses n° 1, 2 et 3), ils ont perdu pied dès qu'il s'est agi d'aborder la seconde (thèse n° 6). On passe brusquement d'une étude jusque-là sérieuse à une série d'affirmations sympathiques mais purement volontaristes. L'analyse des contradictions des expériences socialistes est à peine esquissée (on s'en tient en fait à l'opposition classique et simpliste bureaucratie-démocratie).

C'est qu'en poussant jusqu'au bout cette analyse, on aurait été conduit à mettre en lumière le caractère mystificateur d'un certain nombre d'idéologies qui influencent non seulement une partie du mouvement étudiant mais une fraction non négligeable des militants de notre propre organisation. Des divergences seraient donc apparues dans le parti comme à l'intérieur de la direction elle-même. Ce sont ces divergences que l'on a voulu masquer au prix d'un certain nombre d'impasses et de compromis.

Le souci de l'unité du parti est un souci honorable et la conclusion de compromis n'est pas en soi une démarche condamnable. Il est cependant un terrain où les compromis ne sont jamais positifs : c'est celui de la recherche théorique.

Grenoble et mai

Le confusionnisme qui en résulte a des conséquences évidentes : opposition artificielle entre les « luttes à la base » et la politique des alliances ; coexistence opportuniste d'un réformisme style clubs et d'un révolutionnarisme style comités d'action ; incapacité de faire face autrement que par des moyens organisationnels à l'influence politique des courants dits « gauchistes » et d'engager avec eux une discussion franche et ouverte ; enfin, prises de position sectaires ou « puristes » permettant d'éviter les difficultés avec des mots.

Faut-il donc souhaiter que des oppositions s'affirment et que des cassures interviennent ? Je pense qu'il faut surtout tenter de surmonter des contradictions que nous ne parviendrons pas éternellement à dissimuler. Je crois à une synthèse possible du

phénomène Grenoble et du phénomène mai. Je ne crois pas à la durée d'une simple juxtaposition.

Quant à la direction de cet effort de synthèses, je crois l'avoir assez clairement tracée dans « La conquête des pouvoirs ». C'est une voie dans laquelle devrait pouvoir s'engager la grande majorité des membres du parti.

Trois conclusions

Conclusions pratiques pour le congrès ? J'en vois trois :

1°) Il faut abandonner carrément la thèse n° 6 et, à moins de décider —

— ce qui serait sage — de reprendre le débat plus au fond, lui substituer un texte qui ne fasse pas l'impasse sur les vrais problèmes (je songe notamment à celui de Maurice Combes qu'a publié récemment « Tribune Socialiste »).

2°) Il faut entièrement réécrire les thèses sur le « courant socialiste » et les alliances. Le contre-projet de Garnier me paraît fournir à ce propos une bonne base de discussion.

3°) Enfin et surtout il faut rejeter les mots d'ordre du bulletin blanc et de l'abstention et appeler franchement, sans équivoque, les travailleurs à voter « non ».

S'implanter dans la classe ouvrière

Noël Mandray

Nul ne peut nier la nécessité pour un parti politique de gauche d'essence démocratique d'être profondément implanté dans la classe ouvrière. Là n'est pas le problème et l'on peut s'appuyer sur des faits récents — l'effondrement des partis de gauche au cours des événements de mai, à la seule exception du P.C. (et l'exception apparente du P.S.U. n'est due qu'à l'influence déterminante du milieu enseignant et étudiant en son sein) — pour confirmer cette nécessité.

Ce point étant acquis, se pose un problème de moyen. Les militants ouvriers syndicalistes dont je suis, savent combien « la politique » est encore dans le milieu du travail l'objet de méfiance et de suspicion ; c'est l'héritage du passé et tout parti aussi nouveau soit-il en subit les effets. Dans l'entreprise, le salarié découvre à travers ses problèmes la nécessité de l'action syndicale, première démarche. Et, c'est à travers l'information, les positions prises par son organisation syndicale, qu'il découvre le plus souvent la nécessité de l'action politique. Peut-être faudrait-il s'interroger sur l'absence ou le peu d'impact que l'action politique des partis (exception faite pour le P.C. mais P.S.U. compris) a sur le monde ouvrier et examiner comment le P.S.U. peut traduire les préoccupations des travailleurs, non prises en charge actuellement, telles que le problème des transports de la région parisienne par exemple, celui de l'information, du développement régional de l'urbanisme... et ainsi prouver son efficacité et accélérer dans les masses la prise de conscience politique.

Le moyen choisi par le P.S.U. de créer des sections politiques d'entreprises pose des problèmes réels aux militants syndicalistes.

S'il peut se discuter et s'adapter, les objectifs eux doivent être clairs.

L'ensemble des forces de la gauche — partis et syndicats — sont nécessaires pour l'instauration du socialisme en France, et l'on souhaite des deux côtés des rapports égalitaires entre partis et syndicats (voir pour nous, thèse 13 pour le 6^e congrès). Le P.S.U. dit sa volonté de pénétrer sur un terrain considéré probablement à tort, comme réservé au syndicat.

Mais il déclare en même temps (thèse 12) que la direction politique des luttes appartient au P.S.U. et aux

militants socialistes les plus conscients et les plus responsables des organisations de masse. Il n'est plus alors question de rapport égalitaire parti/syndicat puisque le parti veut établir sa stratégie avec les seuls éléments qu'il considérera conscients et non avec les organisations syndicales elles-mêmes.

Il ne saurait y avoir stratégie commune lorsque l'un des partenaires entend utiliser le noyautage pour manœuvrer ses partenaires. La garantie de la démocratie socialiste ne réside-t-elle pas dans le choix des moyens qui permettent d'élargir la démocratie à tous les stades de la transformation sociale ?

L'enjeu est de taille et mérite réflexion.

A propos du référendum

L'actualité impose au VI^e Congrès de mettre à son ordre du jour un nouveau point : la position du parti face au référendum gaulliste.

La commission de préparation du Congrès élue par le CPN tient à préciser que, contrairement à certains commentaires de presse, et comme l'a confirmé le Bureau National, le Congrès aura à choisir entre toutes les positions envisageables, et non pas quelques-unes d'entre elles seulement. Dans la mesure de la place disponible, elle accueillera volontiers les Tribunes Libres sur ce problème.

WIE

militante

Réunions et meetings

Jeudi 27 février

— Journée de formation des lycéens du P.S.U. : à 15 h, au siège du parti : Michel Rocard traitera le thème : « Qu'est-ce qu'une économie socialiste ? ».

— Thionville : meeting avec Georges Gontcharoff.

— Orléans : meeting avec Manuel Bridier.

Vendredi 28 février

— Tours : meeting avec Michel Rocard.

— Villeneuve-St-Georges : meeting avec Marc Heurgon et André Barjonet.

Mercredi 5 mars

— Châteauroux : meeting avec André Barjonet.

Samedi 8 mars

— Caen : meeting avec Abraham Behor et André Barjonet.

— Hauts-de-Seine : congrès fédéral au Palais des Sports de Levallois (métro Louise-Michel).

En bref

Le premier numéro du *Courrier du P.S.U.* préparatoire au congrès de Dijon vient de paraître. Les commandes sont à adresser à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e. C.C.P. 58-26-65 Paris. (Prix : 2 F.)

Ce numéro comprend le compte rendu du dernier comité politique national et notamment les conditions dans lesquelles la direction du parti s'est prononcée sur les thèses soumises à la discussion, le rapport financier du bureau national et un texte d'orientation sur la stratégie et les objectifs soumis à la discussion du parti par la fédération du Rhône.

Au moment où nos sections préparent activement la tenue des congrès fédéraux prochains, chaque adhérent doit se procurer au plus vite cet instrument de travail indispensable.

NECROLOGIE

Nous avons appris avec beaucoup de peine la disparition de l'épouse de notre camarade Pierre Naville. Que notre collaborateur et sa famille veuillent bien trouver ici l'expression de notre solidarité.

La rédaction de « T.S. »

PETITE ANNONCE

— Militante du P.S.U., 40 ans, 2 bacs, cherche travail. S'adresser à la rédaction de « T.S. » qui transmettra.



Le PSU au microscope

Philippe Guyot

L'adhérent du Parti est en général pris de vertige dès qu'on parle de Paris. C'est un phénomène mal connu, étrange, un monde à part. Pour faire mieux comprendre ce que peuvent être les problèmes de la

plus importante fédération du Parti, nous avons choisi de l'analyser parallèlement avec une fédération de province, le Gard. Les situations ne sont d'ailleurs pas sans analogies.

Pourquoi ces différences ?

Les vingt arrondissements de Paris comptent ensemble plus du dixième des adhérents du parti. La fédération a enregistré, au cours des mois de mai et juin derniers, l'une des plus fortes progressions.

Passées de quelque 800 adhérents à près de 1.800 à la fin 68, on peut parler pour Paris d'une formidable explosion démographique interne.

C'est une forte croissance aussi que l'on a enregistrée dans le Gard. En valeur absolue, certes, les chiffres sont moins importants. Le département est passé de 120 adhérents à un peu plus de 160. Mais, si l'on considère que, dans le même temps, une partie des anciens membres du P.S.U. dans la région nimoise nous abandonnait, c'est donc bien d'un doublement d'effectif qu'il s'agit.

Chacune des deux fédérations possédait une base sociale relativement stable et homogène avant le mois de mai. Cependant les évolutions ont été différentes : Paris a vu s'accroître encore la pression des petits salariés, de la masse d'employés qui, contrairement à ce que l'on croit souvent, forme la très grande majorité de ses adhérents.

Le Gard, de son côté, maintenait l'essentiel de sa base ouvrière, notamment les mineurs de la région d'Alès, mais perdait à peu près totalement son support d'enseignants, apeurés plus que d'autres, par le déroulement de la révolution de mai. Les adhésions recueillies depuis confirment le caractère populaire du P.S.U. dans ce département mais marque, en

même temps, un glissement sociologique certain. A côté des ouvriers « traditionnels » de la métallurgie à Alès ou à Nîmes coexistent désormais les animateurs des nouvelles sections de la vallée du Rhône, techniciens de Marcoule, ouvriers spécialisés de Saint-Gilles ou de Beaucaire.

Dans le même temps, nos camarades du Gard voyaient se créer des unités du parti, là où il n'existait rien auparavant, à partir souvent d'éléments d'origine protestante qui avaient mené des luttes dynamiques en mai. C'est le cas dans presque toute la zone des Cévennes et particulièrement au Vigan. On ne peut pas, à proprement dire, parler d'un groupe particulier qui s'exprimerait en tant que tel dans les débats de la fédération. Néanmoins, certaines habitudes de langage et d'analyse, un caractère quelque peu « missionnaire » de leur action donnent à leurs motivations militantes une teinte particulière. A Paris, on ne relève rien de tel dans l'afflux de mai, pas de groupe particulier aux références idéologiques précises. Mais la détermination militante y perd sans doute en qualité. Pierre Nardin, l'un des animateurs principaux de notre fédération, va jusqu'à dire : « Nos adhérents n'ont retenu de mai qu'une vague motivation culturelle de refus du commandement. »

Cela explique-t-il que la lutte politique soit à son point le plus bas à Paris ? Faute de s'insérer réellement dans le contexte des luttes sociales, nos adhérents parisiens se sont lancés avec fougue dans

la préparation du VI^e Congrès.

La collection des propositions politiques des différentes sections remplirait largement un numéro spécial du *Courrier du P.S.U.*, il est d'ailleurs dommage qu'elles n'aient pu être diffusées qu'à l'intérieur de la capitale. On scrute les thèses, on amende, on contre-texte, et puis comme tout de même le travail des commissions ne suffit pas à faire un militant socialiste, on vend *Tribune* le dimanche matin. La diffusion de l'hebdomadaire du parti a fait un bond considérable dans les arrondissements ; c'est en effet la seule tâche collective qui retienne l'attention des militants parisiens, particulièrement sous-occupés.

Dans le Gard, la situation n'est pas identique. On ne peut pas dire que la préparation du congrès soit indifférente, mais elle ne passionne pas. Les camarades sont plus axés sur un travail d'implantation qui se mène surtout par influence. A tel point que le préfet du Gard finit, dans ses rapports, par imputer au P.S.U. tout mouvement qui n'est pas exactement « conforme ». Que le C.A.L. de Nîmes organise une réunion anti-impérialiste, c'est le P.S.U. qui lui en a donné les moyens — ce n'est pas tout à fait faux ! — ; qu'une entreprise de la même ville se mette en grève, c'est encore le P.S.U. — et c'est tout de même moins vrai ! Ce qui l'est par contre, c'est que partout, les luttes étudiantes, les luttes ouvrières, les luttes agricoles, sont influencées par des membres du P.S.U.

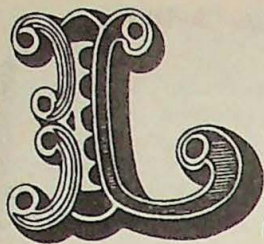
Et ils n'ont pas pour cela lancé de directives précises, chacun agit dans son milieu, certes dans le respect des positions du parti — les gens du Gard sont là-dessus très pointilleux — mais avec une grande autonomie. Les décisions sont toujours prises par les gens qui sont là, sans s'embarasser outre mesure des structures légales. On

harmonise ensemble, de toute façon, une fois par mois mais de manière très libre, sans être « corseté » par des responsabilités électives.

A Paris, les structures aussi ont explosé. L'antique commission exécutive fédérale a fait place à une structure délibératrice beaucoup plus souple. Mais, est-ce une plus grande densité de respect juridique ? On n'a mis en place que des réunions de « responsables ». Un collectif fédéral, faible et souvent contesté, expédie les décisions courantes prises par la réunion périodique des responsables de sections et de groupes.

Car les structures d'arrondissement ont, elles aussi, été mises en question. La pression du nombre et de l'enthousiasme a amené presque toutes les sections à « décentraliser » leur action et à créer des groupes, épousant souvent les contours d'un quartier. C'était une initiative importante qui aurait pu préfigurer le type de démocratie à la base que nous proposons. Il semble malheureusement que l'opération ne soit guère concluante et ait surtout servi de champ clos à la montée d'ambitions divergentes, plus personnelles que collectives.

A Nîmes aussi, on est préoccupé, non pas de l'action à la base qui est en pleine expansion, mais de la déperdition de la structure régionale qui avait rendu de grands services. C'est qu'on est conscient que c'est à ce niveau que se prennent les véritables décisions. A Nîmes on ne refuse pas les structures, on tente de les faire fonctionner. Au terme de ce périple, nous constatons qu'à partir de situations qui présentent des similitudes, nous avons sous les yeux une fédération qui progresse et une qui stagne. A quoi est due une telle situation ? Nous n'aurons pas l'outrecuidance, au terme d'une analyse trop rapide, de répondre à cette question, mais elle est posée à la réflexion de chacun. □



IVRES

La contestation du mythe africain

Claude Glayman

Est-il trop tard pour rappeler à nos lecteurs qu'ils doivent lire de toute urgence le Prix Renaudot 1968 ! Et ce faisant, ne risque-t-on pas de conseiller une lecture qui irritera parce que son objet bouscule nombre d'idées reçues sur l'Afrique. Ambiguïté de Ouologuem chuchoteront les plus touchés dans leur routine ! Nous refusons l'accusation même si nous admettons qu'il y a seulement quelques années ce livre eût vite passé pour blasphématoire. Aujourd'hui le bilan des indépendances étant ce qu'il est, il importe que l'antiracisme secoue ses facilités et se débarrasse de ses clichés. Ouologuem y concourt puissamment et tout compte fait l'on ne saurait en déduire qu'il dessert la bonne cause, l'on est tenté même d'affirmer le contraire puisqu'au bout du compte, comme on le sait, « seule la vérité est révolutionnaire ».

Un roman avant tout

N'oublions pas en premier lieu que « le Devoir de violence » est un roman et doit être lu comme un bel exemple du genre. Le talent de l'auteur étant sans limites, le plaisir du lecteur en est de même. Derrière pourtant cette matière romanesque qui apparente le Ouologuem à un véritable « cape et d'épées » africain, se dissimule une composition thématique révélatrice. Résumer l'ensemble des thèmes relèverait du défi, bornons-nous à en signaler les principaux.

Que le Blanc ne soit pas ménagé, après tout au point où nous en sommes, rien de plus commun; mais ce qui est moins banal c'est la critique très vive de la tradition africaine. On assiste tout au long de ces pages et de ces inventions romanesques à une démystification en règle des traditions dont le pouvoir d'aliénation et d'oppression apparaît en concurrence avec le pouvoir colonisa-

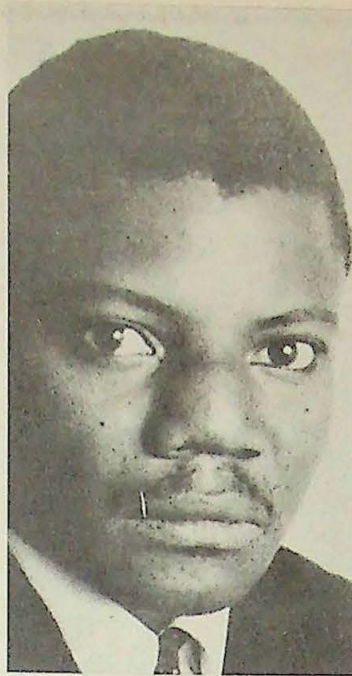
teur. Symbolisée par le personnage de Saïf la permanence de la tradition est à ce point stigmatisée qu'on en conclut à l'existence de deux colonisations. Complicité et rivalité de ces deux colonisations, l'une interne, l'autre externe; tel pourrait être le thème essentiel de ce roman. On voit qu'il ne laisse guère de place au bûni ouïisme des prêcheurs au retour originel et au rappel des sources.

Dans une brève partie initiale on nous conte la légende des Saïf. Comme quoi avant l'arrivée des Blancs ce n'était pas l'âge d'or : « ... Mais ces puissances colonisatrices arrivaient trop tard déjà, puisque, avec l'aristocratie notable, le colonialiste, depuis longtemps en place, n'était autre que Saïf, dont le conquérant européen faisait — tout à son insu — le jeu. C'était l'assistance technique, déjà !... »

Ensuite par tranches successives nous allons assister au conflit des stratégies entre Blancs et Saïf, et par là même, à une confrontation des civilisations. Jeux de Saïf et des Blancs, l'un pratique l'esclavage, que la morale et surtout l'intérêt des seconds réprouvent; les autres inventent le commerce de l'ethnologie. Complémentarité et complicité, les humbles Noirs trinquent.

Du regard à l'âge moderne

Mais la confrontation des civilisations s'avère complexe, car les civilisations se regardent et s'observent mutuellement. Un tel regard est capital, il joue pour les Africains le rôle de détonateur. Par l'intermédiaire d'un érotisme très fort dans le roman, il va se muer en élément de transformation. C'est alors qu'apparaît Raymond Kassoumi autre personnage central du livre. « Francisé » il ira faire l'apprentissage



de la modernité (ou du moins d'une modernité) en Europe.

Son passage à travers les tourmentes, ses nausées, sa dépendance le conduiront à être proposé comme le continuateur contemporain des Saïf. Député de l'Union Française, autrement dit « collaborateur », made in Europe, son arrivée sur la scène du royaume de Nakem sonne-t-elle le glas des Saïf ? Tel est le sens de l'épilogue en forme de gigantesque partie d'échec, où pour la première fois la ruse cruelle de Saïf (il tue à l'aide de vipères aspic) semble vaine. Epilogue ouvert, incertain, inquiet comme l'est finalement l'avenir de l'Afrique !

Cette tentative de destruction du mythe africain doit-elle être entendue dans toute son acception et doit-on dénier toute valeur aux thèses inverses par exemple exposées dans les ouvrages de Jacques Berque (cf. « la Dépossession du monde ») ? Vraisemblablement non, le livre de Ouologuem doit, en fait, servir d'occasion pour réévaluer les deux grandes sources d'erreur qui ont marqué l'idéologie anticolonialiste des Blancs : la propension des marxologues à « européaniser » le Tiers-Monde et à plaquer sur son évolution les schémas théoriques de l'Europe mais également le goût inverse de l'exaltation des traditions comme seule possibilité d'identité nationale. Convenir que la vérité se situe entre ces deux outrances ne fait guère avancer le problème; mais à vrai dire le propos de Ouologuem n'affiche aucune intention de ce genre, sur le mode romanesque il permet cependant d'en prendre intuition de l'intérieur, fût-ce à l'insu de l'auteur. En plus de sa beauté fascinante, c'est tout l'intérêt de ce roman exceptionnel. □

Yambo Ouologuem : « le Devoir de violence ». Editions du Seuil, 208 p. (En vente à la librairie de « T.S. »). Voir « T.S. » n° 397.

A lire

NOTRE SOCIÉTÉ

● **Ionel Schein** : « Axiologie de l'aménagement du territoire ». Editions Vincent, Fréal et Co, 4, rue des Beaux-Arts, Paris (6^e), 38 p., 6 F.

Une réflexion tonifiante sur un problème capital qui ne saurait être du « domaine réservé » des techniciens.

● **Michel Ragon** : « la Cité de l'an 2000 ». Castermann, 190 p.

De très nombreuses photos, esquisses et illustrations accompagnent ce texte où l'on trouve les idées les plus audacieuses concernant l'urbanisme de demain.

● **Jean-Marc Font et Jean-Claude Quiniou** : « les Ordinateurs, mythes et réalités » - Idées-NRF, 187 p.

Une introduction tout à fait accessible malgré les précisions techniques au demeurant indispensables. Devrait être lu par tous ceux qui ignorent les données de base.

● **Hubert Lévy-Lambert** : « la Vérité des prix » - Le Seuil coll. « Société », 144 p., 6 F.

S'interrogeant sur les fondements et les modalités de l'action de l'Etat dans le domaine des prix publics et privés, l'auteur brosse un tableau complet de la question et suggère des solutions sur lesquelles il faudra revenir.

● **Dominique Beriot et Alain Exiga** : « Passeport pour l'emploi » - Fayard, 254 p., 10 F.

Petit guide astucieusement présenté de toutes les étapes qui jalonnent la recherche d'un emploi. Utile mais peut-être sans s'en rendre compte, pas assez critique à l'égard du système.

● **André Fontaine** : « la Guerre civile froide » - Fayard, 194 p., 16 F.

Ce titre résume à lui seul l'entreprise du chef de service de politique étrangère du « Monde » : les analogies entre les conflits internationaux et la crise de mai. A bien y regarder la comparaison est singulièrement justifiée si l'on veut bien admettre les interférences « objectives » entre les luttes politiques à l'échelon international et celles qui secouent nos pays. Un livre dont il faudra reparler.

TIERS-MONDE

● **Saul Friedländer** : « Réflexions sur l'avenir d'Israël » - Ed. du Seuil.

Un essayiste israélien fait le point sur son pays, non sans objectivité, non sans une partialité inévitable. A discuter.

● **Serge Thion** : « le Pouvoir pâle ou le Facisme sud-africain » - Le Seuil, 318 p.

Un livre qui vient combler un vide considérable et qui, de plus, tente une description lucide et fort bien documentée du racisme le plus féroce actuellement.

REVUES

● « Esprit » de février avec un ensemble sur le bicentenaire de Chateaubriand et plusieurs articles sur les pays de l'Est, 7 F.

● « Economie et Humanisme » de janvier-février contient un dossier sur « la montée des jeunes » (chômage, lycéens, etc.), un diagnostic de Cuba et deux articles sur les problèmes du crédit, 6 F. (49, rue de la Glacière, Paris-13^e).



POUR UNE CIVILISATION DE L'HABITAT

par Louis Houdeville
préface de Pierre Mendès France
420 pages/32 F

● Un dossier exceptionnel de recherche politique s'inscrivant dans une option authentiquement sociale et démocratique, un programme d'action.

HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

par Jean Bron
Tome 1/Le droit à l'existence
(jusqu'en 1884)

● Incroyables conditions matérielles et idéologiques des luttes ouvrières qui aboutissent à la conquête du droit syndical.

LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

ou l'enjeu de la lutte sociale
par Jean-Luc Bodiguel
Etude publiée avec le concours du C.N.R.S. 320 pages/26 F

● Militants et responsables des comités d'entreprise profiteront de la connaissance des stratégies sociales de l'auteur.

CONNAISSANCE DE L'ENTREPRISE

par Maurice Cliquet
152 pages/9 F

● Un livre d'information à la portée de tous salariés sur la vie « biologique » de l'entreprise, préalable à tous projets de participation.

LES TROIS REVOLUTIONS DU DEVELOPPEMENT

par Paul Borel
collection DEVELOPPEMENT ET CIVILISATIONS

● Un livre technique sur les mécanismes des révolutions et du développement, à partir de la révolution chinoise.

ÉDITIONS OUVRIÈRES



12, avenue Sœur-Rosalie Paris-13

Le tiers-cinéma

Entretien avec Fernando Solanas

Fernando Solanas est un cinéaste argentin, appartenant au groupe « Ciné-Libération », qui vient de réaliser un film anti-impérialiste de 4 heures : « L'Heure des brasiers ». C'est un film qui remplit toutes les conditions requises pour une expression cinématographique révolutionnaire.

1) Le sujet d'abord est directement révolutionnaire. Comme le sous-titre l'indique, il s'agit de « notes et témoignages sur le néo-colonialisme, la violence et la libération ». Le film est divisé en trois parties qui peuvent être projetées séparément.

a) Première partie : Néo-colonialisme et violence.

On y traite de la situation de l'Argentine et plus largement de celle de tout le continent latino-américain. La thèse est élémentaire, fondamentale, essentielle : pris dans l'engrenage de l'exploitation néo-colonialiste, soumis à une violence quotidienne subtile, à la faim, à l'analphabétisme, le Latino-Américain doit se révolter et opposer à la violence qui se cache sous un ordre injuste, la violence libératrice de la Révolution.

b) Deuxième partie : Acte en faveur de la Libération.

Chronique de la résistance du prolétariat argentin entre 1955 et 1966, à partir de documents, de lettres, d'interviews. L'Acte se termine par un appel au débat.

c) Troisième partie : Violence et libération.

On y traite de l'homme nouveau que forge cette guerre de libération. Lettres, interviews, rapports sur la pratique de la violence libératrice.

Des espaces sont ménagés pour arrêter la projection et discuter.

2) Les autres conditions remplies par le film sont d'ordre économique, idéologique et esthétique.

Film indépendant produit par ceux qui l'ont réalisé. Œuvre réalisée dans la clandestinité et la lutte. Mise en mouvement à partir de cette praxis d'une réflexion sur la culture bourgeoise et élaboration d'une pratique esthétique révolutionnaire.

Voilà pourquoi le montage de Solanas par exemple échappe au code de l'art bourgeois ainsi que son utilisation de l'espace (l'écran est une simple surface où se concrétise une écriture didactique).

Voilà aussi pourquoi il arrive à briser le spectacle et à transformer le spectateur en acteur, non d'un spectacle, mais de l'Histoire.

Le film de Solanas n'est pas individualiste, ce n'est pas l'œuvre d'un « auteur » de film, mais le fruit du travail d'un cinéaste-guérillero.

Une phrase de Franiz Fanon est mise en exergue :

« Nous devons tous nous engager dans la lutte pour le salut commun, il n'y a pas de mains propres, il n'y a pas d'innocents, il n'y a pas de spectateurs. Nous nous salions tous les mains dans la boue de notre terre et dans le vide de nos cerveaux. Tout spectateur est un lâche ou un traître. »

Q. — Pouvez-vous parler des conditions dans lesquelles vous avez réalisé votre film : temps, moyens matériels et financiers, personnes, etc. ?

R. — Comme notre objectif était de réaliser un cinéma non conditionné par le système, un cinéma libre, un cinéma décolonisé, un cinéma de classe,

un cinéma idéologiquement et politiquement militant pour la révolution, nous avons dû nous donner nous-mêmes les ressources économiques, les moyens de production qui nous permettraient de faire un film avec la même liberté (idéologiquement parlant) qu'un écrivain produisant un essai idéologique. A la différence qu'un écrivain quand il écrit, corrige

et réécrit ses pages, ne gaspille pas beaucoup d'argent, tandis que le cinéaste est profondément lié à ses conditions économiques de travail.

Par conséquent, un des plus grands problèmes que nous avons dû surmonter, c'est celui de la production du film, et corollairement, celui de faire un cinéma révolutionnaire dans un pays non-révolutionnaire. Un film d'opposition dans la clandestinité.

Dans ces conditions, nous avons dû nous limiter pour la production aux moyens économiques dont nous disposions. La solution adoptée fut de faire du cinéma publicitaire pour avoir la possibilité de faire un autre cinéma.

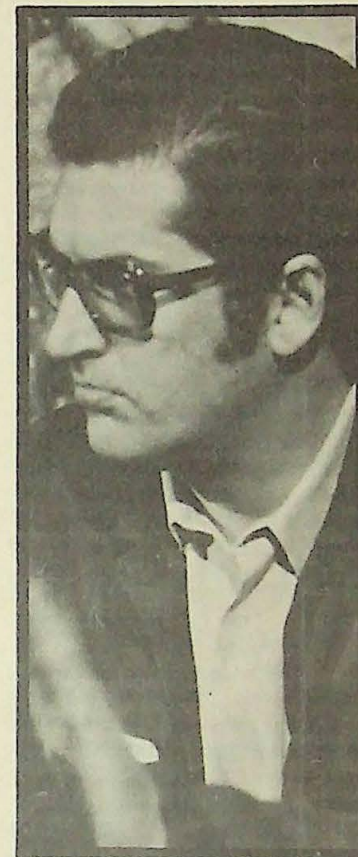
LA HORA DE LOS HORNOS

(L'Heure des brasiers) est le fruit du travail d'un groupe réduit pendant trois ans. On a commencé par faire de nombreuses recherches sur le sujet. Puis nous avons enregistré environ 200 heures de reportage sur des ouvriers, des intellectuels, des cadres moyens, etc. Nous avons interviewé plus de 150 personnes représentatives du pays. Nous avons parcouru l'Argentine de bout en bout : 18.000 km en auto. Nous faisons ce travail dans une situation politique de répression intense. Pendant ces trois années nous avons étudié, élaboré, modifié, critiqué, ce qui avait été filmé; nous avons remanié dix fois le montage. Le montage a été le moment critique, rationnel, constructeur par excellence : la synthèse de trois années, de centaines de personnes et de milliers d'idées. Cette étape où je me suis familiarisé avec la matière du film m'a permis de la décanter, de la composer, d'en tirer le plus de parti possible. Nous avons essayé beaucoup de structures en cherchant celle qui nous permettrait de dire le mieux ce que nous voulions dire, ce que nous voulions transmettre aux spectateurs. On se demandait donc à chaque séquence quel était sa charge de tension, d'émotion, de détente, de réflexion.

Rien de tout cela n'aurait été fait si nous avions été soumis à la production traditionnelle. Autrement dit nous aurions dû sacrifier la richesse de la praxis en soi, le moment de la seconde invention.

Nous avons donc été contraints, par cette situation, de nous former, d'apprendre les diverses branches de la production cinématographique, et de faire en nous la synthèse de tous les métiers, de mettre en scène, à producteur, de vaincre toutes les difficultés propres à la réalisation d'un film. Je crois donc que la possibilité de faire un cinéma affranchi du système dépend de ce que les réalisateurs se convertissent en cinéastes... totaux en quelque sorte.

On ne saurait devenir un tel cinéaste sans être en même temps un technicien du cinéma, sans être capable d'assurer la production ou de dominer n'im-



D.R.

porte lequel des problèmes techniques qu'elle soulève. Ce n'est pas un principe, non : cela dépend des circonstances. En ce qui nous concerne, nous étions trois ou quatre à pouvoir réaliser ce film en Argentine. Octavio Getino et moi avons dû exécuter toutes sortes de tâches; avec très peu de temps, car nous étions obligés de mener deux films parallèlement.

Par ailleurs ces limites offraient en contrepartie de très grands avantages : une grande expérience de décolonisation et de libération totale sur tous les plans. Si bien que nous nous dénommons « Cinéma-libération », non pas dans l'acception politique de ces mots, non pas au sens d'un cinéma politique, mais surtout au sens d'une libération totale de l'auteur cinématographique qui écrit avec sa caméra, sans se laisser conditionner par les structures économiques et techniques propres au système, ainsi toute sa vérité d'auteur.

Bien sûr, dans le cinéma européen, la majorité des cinéastes sont considérés comme des auteurs parce que le cinéma

occupe une place considérable dans le domaine culturel. Mais quand ils réalisent leur film, ils sont conditionnés par l'exploitation industrielle du cinéma dans le monde capitaliste et leurs possibilités narratives et thématiques restent confinées entre les bornes du système.

Ce que nous voulons, c'est réaliser un cinéma indépendant — nous l'appelons « tiers-cinéma » —. Qu'est-ce à dire ? Ce n'est ni un cinéma commercial, ni un « cinéma d'auteur » à intentions culturelles, conditionnés par la consommation, les structures politiques et celles de la production. C'est un cinéma réalisé dans ses propres limites et avec toutes les possibilités qui sont celles d'une libération des forces révolutionnaires. Nous avons ainsi la possibilité de faire un cinéma non-conditionné avec nos propres ressources. Nous avons à bâtir un nouveau chemin, car il y a peu d'expériences en ce domaine mais la nouveauté de ces expériences est leur grande force.

Par ailleurs, le progrès de la technique cinématographique a démystifié la technique. Il existe aujourd'hui des caméras extraordinaires, légères. Et un certain cinéma coûte vraiment très peu. L'expérience dans laquelle nous nous sommes lancés est celle d'un cinéma fait absolument avec rien. Avec le peu d'argent que nous avons recueilli jour après jour, nous avons réalisé ce film « La Hora de los Hornos », en nous servant presque exclusivement d'une caméra 16 mm Bolex à ressort.

Il faut démystifier les difficultés de la production.

Q. — Croyez-vous qu'il puisse exister un cinéma de fiction révolutionnaire ?

R. — Je réponds : évidemment oui. Parce que le problème de l'opposition documentaire est fonction de ce que l'on veut exprimer, de l'objectif de l'œuvre.

Cinéma de fiction : oui, si par là on désigne un cinéma document recréant la réalité. Non, si l'on entend par cinéma de fiction un cinéma de personnages relayant les vieilles formes littéraires : le roman ou le conte par exemple. Le danger qui interdit la pratique de ce cinéma-ci est le fait que la plus grande partie des films d'auteurs réalisés en Europe ne développent aucune idéologie révolutionnaire.

En réalité le problème n'est pas de savoir s'il faut faire une fiction totale ou pas, mais plutôt de savoir ce que nous voulons exprimer et ce que nous pouvons exprimer par une fiction totale. Car la majorité des thèmes dont nous héritons, sont ceux du cinéma européen qui se rapportent à la crise de la bourgeoisie, la décadence de

la bourgeoisie, la société de consommation, l'incommunicabilité, bref les problèmes psychologiques et la problématique des couches moyennes et des bourgeoisies des pays hautement développés. On ne trouve pas dans le cinéma européen la problématique des masses révolutionnaires, la contestation du système. Il est impossible de voir des films qui ne soient pas réalisés avec le langage et la technique éminemment caractéristiques de la culture bourgeoise.

Si je voulais par exemple faire ici en France un film de témoignage et en même temps de fiction sur ce qui s'est passé en Mai, sur les raisons de l'échec du mouvement, je partirais de la situation d'un jeune ouvrier ou d'un étudiant qui a participé au mouvement, car à travers un personnage tout un monde peut nous être révélé. Mais la principale difficulté de ce cinéma dit « d'argument » ou de fiction c'est qu'il aboutit toujours ou presque à une thématique qui n'est pas celle de la révolution, mais celle de la décadence des classes dominantes et qu'il repose sur les techniques, la culture, le langage et les formes de la bourgeoisie. Le cinéma d'auteurs européens, même s'il se proclame révolutionnaire ou sympathisant des forces progressistes de libération — ce qui peut être vrai au niveau individuel de la sincérité — n'en recourt pas moins au langage et à la technique des classes dominantes.

Parcourir une des plus belles rues de Paris, voir les vitrines, l'élégance des vitrines, lire n'importe quelle revue de mode, regarder l'habillement des gens dans la rue, tout cela permet de comprendre les formes esthétiques avec lesquelles une société capitaliste pleinement développée nous impose sa domination. Nous ne sommes pas seulement soumis aux feux de la publicité, mais aussi à celui du beau, du digne, de l'éternel, du sublime, de la bonté; cela revient à la non-violence, au non-conflit.

En définitive tout se résume à ceci : M. Untel a des idées opposées aux miennes, mais M. Untel s'exprime si bien avec mon langage ! Nous nous entendons très bien, parce que M. Untel tout en changeant d'idée n'a pas changé ni son expression, ni sa subjectivité, ni son irrationnel. Il continue à s'exprimer dans un monde et un mode de consommation bourgeois. Il est récupérable.

Je crois qu'en Amérique Latine on peut faire n'importe quel cinéma révolutionnaire de n'importe quel genre, que ce soit un film apparenté au roman, au conte, à l'essai idéologique; l'essentiel c'est que le futur réalisateur, avant de commencer le film, se pose ces questions : pourquoi je fais ce film, comment je le fais, pour qui et avec qui, à partir de quel point de vue. Et ceci, non

pas au nom d'une sacro-sainte totalité et universalité de la culture mais en fonction des intérêts idéologiques d'une classe — de quelle classe ?

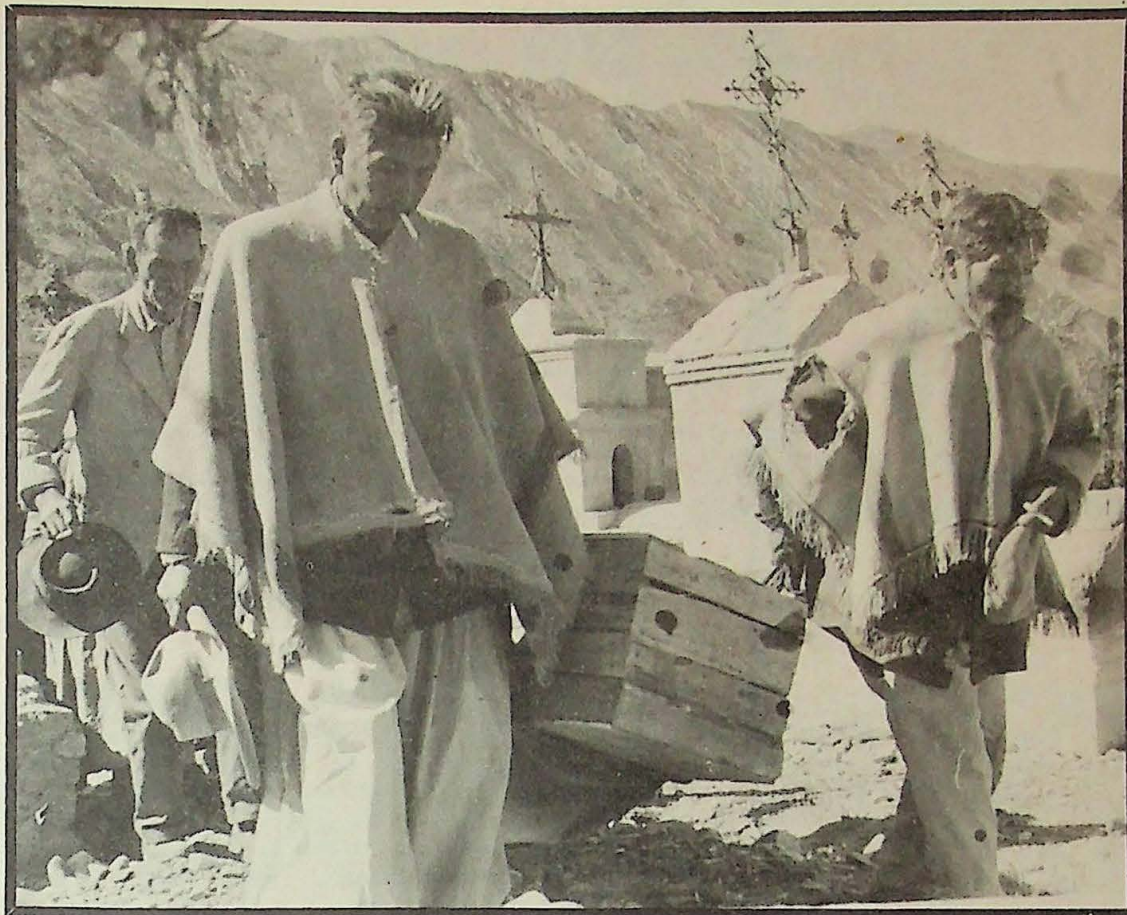
L'important lorsqu'un cinéma se radicalise idéologiquement et qu'il propose une thématique révolutionnaire c'est qu'il a un contenu révolutionnaire conforme à sa mission historique. Qu'aujourd'hui en France, on ne parle que d'amour, même si on va très loin, définit l'attitude profondément réactionnaire. Car pendant ce temps on ne parle pas de ce dont il faut parler : le mouvement révolutionnaire par exemple. C'est une façon de tromper le spectateur et de se censurer.

Si un auteur traite des grands problèmes contemporains d'un point de vue révolutionnaire, c'est-à-dire du point de vue des masses révolutionnaires, le contenu et l'idéologie de son film sont justes. Il fait un film qui transmet une expérience en termes de classes. Car, la culture est un fait de classe.

Le problème de l'expression est donc inséparable de celui du thème. Faites un film sur une grève (ou si vous y tenez sur l'impossibilité de s'aimer dans une société capitaliste, logiquement, si vous ne détruisez pas les vieilles conceptions de beauté sur lesquelles repose tout l'art bourgeois, votre film aboutit à une expression aliénée, complètement court-circuitée, domptée comme un fauve mis en cage. La cage, le carcan, c'est précisément la « belle expression ».

Q. — Mais les films cubains — Cuba est un pays révolutionnaire quand même ! — ne sont pas révolutionnaires, à quelques exceptions près. Ils restent prisonniers des formes d'Hollywood ou de Moscou. Alors que Fidel Castro a réussi à se libérer des yankees et de l'influence néo-stalinienne, les films cubains continuent à s'exprimer dans les formes de la culture bourgeoise. Qu'en pensez-vous ?

R. — On ne change pas d'expression ni d'idéologie comme on change de chemise. La prise du pouvoir politique dans un processus révolutionnaire est un saut qualitatif important. Mais le processus vers une société socialiste et communiste, processus de transformation à partir de la prise du pouvoir politique n'aboutit pas en 24 heures. Il est encore plus difficile de changer les sentiments et les habitudes d'expression d'un homme qui s'est « épanoui » dans le peuple pendant la période de colonialisme. Qu'un peuple passe de l'analphabétisme à l'écriture est un pas de géant. Mais la transformation de l'homme en un homme nouveau est encore plus complexe et plus longue. Et elle nécessite un travail en-



D.R.

core plus profond que celui qui transforme les bases de la production économique de la société. C'est que toute la subjectivité, l'expérience vitale d'un homme qui a grandi dans un contexte capitaliste est aliénée; par conséquent la psychologie et le langage de cet homme le sont aussi.

Dans « La Hora de los hornos », je m'aperçois que, formé sous le néo-colonialisme, je n'arrive à un stade d'approfondissement idéologique intense que si je parviens à me transformer moi-même; sinon je risque d'opérer avec des modèles appris sous les oppresseurs. Le plus difficile est sûrement d'arriver à une expression personnelle affranchie. Et cela on ne l'obtient pas par des décrets. Malgré toute la volonté de Fidel ou de n'importe quel révolutionnaire dans le monde on ne peut faire que les gens se transforment au commandement. Même quand la révolution aura pris le pouvoir des formes différentes de culture coexistent. Au cinéma comme à Cuba les influences culturelles persistent jusqu'à ce que se développent de nouvelles formes, une nouvelle culture, surtout dans des pays qui n'ont pas eu une très forte culture nationale. Car dans les pays du Tiers-Monde néo-colonisé, la culture bourgeoise même n'est pas nationale; elle est celle que l'opresseur a importée. Le cinéma argentin par exemple est imprégné du baroque d'une culture étrangère.

Ce que les cinéastes révolutionnaires du Tiers-Monde (et d'ailleurs) doivent faire c'est se débarrasser de toute culture, de tout l'art. Nous pouvons bien diverger politiquement avec l'ennemi, nous nous entendons avec lui sur le ter-

rain de l'esthétique et de la culture. Ainsi l'ennemi récupère tout ce que nous pouvons dire.

Voilà pourquoi les Argentins qui tentent de réaliser un nouveau cinéma, un cinéma de poète, d'essayiste, nous, nous revendiquons le principe d'une œuvre inachevée, de l'œuvre imparfaite. Ce n'est plus le temps de faire des « œuvres achevées », comme on le faisait par exemple sous la Renaissance. Nous sommes en un temps de l'Histoire où il n'y a plus le temps pour passer des années à l'exécution d'une colonne ou à peindre un portrait délicat comme le faisaient Rubens ou Léonard. Car nous sommes harcelés par les moyens d'information dont dispose le système, et qui, autrefois n'existaient pas. Nous sommes littéralement agressés.

A la place de l'œuvre achevée nous recherchons une praxis. Notre courage c'est d'affronter l'inconnu, de passer par toutes les hypothèses esthétiques et idéologiques. Nous sommes acculés à inventer, littéralement. Car ce qui n'est pas radicalement différent de lui ne gêne pas le système, étant son langage continué d'une autre façon. Donc notre courage c'est de tenter l'invention d'une nouvelle esthétique. Et même si la recherche d'un cinéaste ne parvient pas à un sommet, il revient à ses successeurs de pousser plus avant la première tentative. Ceci suppose donc un renoncement de la part du cinéaste. Car au fond de chacun de nous, à cause de notre individualisme, il y a le désir de réaliser un chef-d'œuvre individuel : on ne veut pas être moins que Léonard ou Dante, mais si nous nous y essayons nous trahissons l'entreprise initiale commune.

Pendant notre travail, tandis que nous cherchons à laisser notre marque individuelle dans le monde, un combat sans merci se déroule, à chaque minute il y a des morts; dans ces conditions faire un travail individuel et artiste, c'est du temps perdu pour la lutte contre les forces qui nous oppriment. C'est une faute politique grave: la complicité par l'inaction.

Voici donc venu le temps de construire de vraies cathédrales cinématographiques, des cathédrales sans nom, anonymes, comme ces cathédrales gothiques dont les architectes et bâtisseurs n'ont pas laissé leurs noms. Il nous faut renoncer aux prétentions, à la gloire personnelle, au prestige, au statut personnel, à la beauté, à la belle jeunesse. Nous devons assumer les limites que nous impose le processus historique de libération de l'homme. Penser aux limites imposées au Vietnamien, menacé par le napalm, disposant de peu de temps, de peu d'espace pour vivre.

Il n'y a pas de loi qui puisse nous faire de force rentrer dans le rang, esthétiquement parlant.

Propos recueillis par
J.-P. Fargier
et A. Bielany

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

L'Astragale

Un voyage mouvementé

Henri Beley

La violente controverse qui oppose Londres et Paris au moment précis où Nixon débarque sur le vieux continent est un nouvel indice particulièrement éloquent des contradictions qui déchirent le monde capitaliste au stade actuel de son développement. Il est compréhensible que ce soient les Etats-Unis qui, une fois de plus, se trouvent au centre du débat. Le phénomène de concentration monopoliste (c'est-à-dire la loi en vertu de laquelle les gros cherchent à dévorer les petits) trouve son expression politique suprême dans les relations entre Etats capitalistes. Monstrueux cyclope du XX^e siècle, les U.S.A. tendent nécessairement — qu'on le veuille ou non, et quel que soit le président américain en exercice — à établir leur hégémonie sur le monde entier, et en particulier sur leurs partenaires européens. Les méthodes peuvent changer, l'intention profonde demeure.

Bien qu'il n'y voit pas la conséquence du développement interne de l'impérialisme mais le seul effet d'une volonté de puissance purement nationale, de Gaulle (moins bête en cela que tant de « libéraux ») ne s'est jamais bercé d'illusions sur les buts de la politique américaine. Sa déclaration du 9 septembre dernier est significative à cet égard : « *Nous n'avons jamais consenti pour les Six au système dit supranational qui noierait la France dans un ensemble apatride et n'aurait d'autre politique que celle du protecteur d'outre-océan. C'est ainsi que notre volonté de ne point risquer cette absorption atlantique est l'une des raisons pour lesquelles, à notre grand regret, nous avons jusqu'à présent différé l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'actuelle communauté.* » De plus, l'analyse (publiée dans le « Times ») du compte rendu des conversations entre de Gaulle et Christopher Soames, ambassadeur de Grande-Bretagne, met remarquablement l'accent sur le fond du débat « *Le général a soutenu que l'idée européenne était profondément compromise par les sentiments pro-américains de tous les pays d'Europe et de la Grande-Bretagne...* »

En somme, de Gaulle exprime à l'échelle internationale une volonté comparable à celle qui exprime, à l'échelle nationale, les intérêts des petits et moyennes entreprises en lutte contre les monopoles de leur pays. C'est dire qu'il ne part pas gagnant et qu'il ne fait que retarder, sans l'empêcher, le phénomène de concentration monopoliste à l'échelle européenne et mondiale. A l'exception peut-être des gaullistes « de gauche », personne ne fera certes écho au mot d'ordre : Vive la juste lutte de l'impérialisme français contre l'impérialisme américain ! Le grand rêve gaullien d'une Europe plus ou moins « guidée » par la France et capable de s'opposer aux deux Grands contredit trop vive-

ment le développement interne du monde capitaliste pour avoir quelque chance de voir le jour.

Si le franc tient bon...

Quoi qu'il en soit, on peut prévoir que Nixon aura du fil à retordre. Il est difficile de prévoir qui, dans l'immediat, sortira gagnant. Il est certain que de Gaulle ne manque pas d'atouts. « *Si le franc tient bon en 1969* », vient de déclarer David Rockefeller, directeur de la Chase Manhattan Bank, « *il n'y aura pas de crise internationale en 1969* ». Autrement dit, Nixon devra ménager de Gaulle. Ce qu'on peut affirmer en tout cas, c'est que la brusque détérioration des rapports entre la France et la Grande-Bretagne n'éclate pas par hasard juste avant l'arrivée du président des Etats-Unis, et qu'il faudra suivre de très près, dans les semaines qui suivent, non seulement les déclarations des divers hommes d'Etat, mais surtout les conséquences concrètes du voyage de Nixon dans les domaines politique, économique et financier. Déjà Nixon vient d'affirmer sa volonté bien déterminée de réviser le système monétaire international — faisant silence notamment sur l'intangibilité de la parité or du dollar... D'autre part, viennent d'être prises à Washington les premières mesures d'assouplissement des contrôles sur les investissements des entreprises américaines à l'étranger...

L'or du Pérou

Bien qu'elles se trouvent présentement portées au premier plan de l'actualité, l'Europe des Six et la Grande-Bretagne ne constituent évidemment qu'une partie des préoccupations de la nouvelle administration américaine. La coexistence pacifique avec l'U.R.S.S. (c'est-à-dire l'âpre lutte d'influence politique et économique entre les deux Grands sur tous les points de la planète) se maintient plus particulièrement dans certains pays. Tandis que les Etats-Unis, en application d'une décision prise par Johnson il y a quelques mois, reprennent leurs livraisons d'armement lourd à destination du régime fasciste grec, l'U.R.S.S. améliore spectaculairement ses relations politiques et commerciales avec le Pérou, alors que les rapports entre ce dernier pays et les U.S.A. se détériorent à la suite de l'expropriation de l'International Petroleum Company. Cette affaire est à suivre avec d'autant plus d'intérêt que l'Amérique latine constitue traditionnellement la « chasse gardée » des Etats-Unis. Aussi fortement préoccupé que tous ses prédécesseurs de maintenir l'influence prépondérante de son pays sur le continent américain, Nixon vient d'envoyer Nelson Rockefeller en mission dans tous les pays de l'Organisation des Etats Américains. Quand on sait que le trust

Rockefeller contrôle 70 % du pétrole vénézuélien, on conviendra que Nixon sait choisir ses porte-paroles.

Le troisième grand

Reste au moins un gros point d'interrogation dans la politique extérieure qu'entend suivre Nixon : les relations sino-américaines. On sait que les bruits d'un radoucissement des rapports entre Pékin et Washington viennent d'être démentis : le gouvernement chinois a en effet annulé le rendez-vous au niveau des ambassadeurs prévu à Varsovie pour le 20 février — accusant les Etats-Unis d'avoir organisé la fuite de Liao Ho-hsu, chargé d'affaires chinois à La Haye. Si les conversations sino-américaines finiront bien un jour par reprendre, il est toutefois évident que le jour est encore loin où un accord, même limité, rapprochera deux parties aussi violemment antagonistes. Il suffit de lire la presse chinoise — où Américains et Soviétiques sont dénoncés conjointement, avec la même violence verbale, pour comprendre que la politique mondiale ne va pas se simplifier (au moins en apparence) dans les années qui suivent : « *L'impérialisme U.S. et le révisionnisme soviétique visent de concert à se repartager le monde, et cette conspiration a été dénoncée. Les peuples voient de plus en plus clairement que, malgré une étiquette différente, l'impérialisme US et le révisionnisme soviétique sont de même nature contre-révolutionnaire, etc.* » (Pékin-Information, 17-2-69). Et pour ce qui concerne les Etats-Unis plus particulièrement, la presse chinoise n'est pas précisément disposée à leur prédire un avenir lumineux : « *Quant à la situation économique* » — peut-on lire dans le même numéro de Pékin-Information — « *elle n'est pas meilleure que la situation politique. La crise financière et monétaire s'accélère, l'inflation galope, les déficits des paiements internationaux sont énormes, la position du dollar est chancelante et les crises de « surproduction » s'annoncent catastrophiques. Tout cela contraint Nixon à admettre avec désespoir que le problème économique est une des questions « urgentes » qui retiennent toute son attention et que le « repêchage » du dollar sera la première de ses préoccupations. Cependant, en dépit de ses vantardises, il ne peut trouver aucune solution à ces problèmes.* »

Dans ces conditions, il semble très hasardeux de se livrer aujourd'hui à des spéculations sur l'avenir des relations entre Pékin et Washington. Aucun indice ne permet en particulier, de prévoir un changement d'attitude du gouvernement américain concernant Formose — le retrait des forces américaines de cette île étant, pour le gouvernement chinois, un des principes sur lesquels on ne voit pas comment il pourrait transiger... □